
Faux produits et marchandises contrefaites dans la Chine et le Japon prémodernes. Réglementations, corps de métiers et contraintes éthiques

Fake Products and Counterfeit Goods in Premodern China and Japan – Regulations, Guilds and Ethical Constraints

Guillaume Carré et Christian Lamouroux



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/extremeorient/112>

DOI : 10.4000/extremeorient.112

ISSN : 2108-7105

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2010

Pagination : 115-161

ISBN : 978-2-84292-263-4

ISSN : 0754-5010

Référence électronique

Guillaume Carré et Christian Lamouroux, « Faux produits et marchandises contrefaites dans la Chine et le Japon prémodernes. Réglementations, corps de métiers et contraintes éthiques », *Extrême-Orient Extrême-Occident* [En ligne], 32 | 2010, mis en ligne le 01 octobre 2013, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/extremeorient/112> ; DOI : 10.4000/extremeorient.112

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© PUV

Faux produits et marchandises contrefaites dans la Chine et le Japon prémodernes.

Réglementations, corps de métiers et contraintes éthiques¹

Fake Products and Counterfeit Goods in Premodern China and Japan – Regulations, Guilds and Ethical Constraints

Guillaume Carré et Christian Lamouroux

- ¹ L'idée d'enquêter sur le faux et le contrefait dans la Chine des Song 宋 (x^e-xiii^e siècles) et le Japon des Tokugawa 徳川幕府 (xvii^e-xix^e siècles) part d'un premier constat, celui d'une dynamique sociale et économique apparemment analogue dans les deux sociétés. La Chine des x^e-xiii^e siècles, tout comme le Japon à partir du xvii^e siècle, se caractérise par une croissance et une intensification des échanges commerciaux, un essor sensible de l'artisanat et un développement urbain qui modifie la structure des villes, en particulier l'espace qu'y gagnent les lieux d'échange et la nouvelle morphologie imposée par ceux-ci. Ces profondes évolutions sociales ne sont évidemment pas sans rapport avec l'affirmation de pouvoirs étatiques désireux, dans les deux cas, d'accroître et de mieux gérer les ressources de leurs territoires grâce à une véritable politique administrative².
- ² Certes, les formes prises par cette politique ont été très différentes puisqu'en Chine le pouvoir centralisé des Song s'est appuyé sur une bureaucratie civile, alors que les états seigneuriaux dont la réunion constituait le Japon des Tokugawa restaient dominés par des guerriers, appelés à se transformer en administrateurs. Cependant, malgré l'éloignement des époques et les différences entre les régimes politiques, les deux sociétés ont puisé dans une philosophie commune pour reconsidérer les problèmes de droits qu'engendrait l'essor des échanges. Elles ont ainsi construit l'encadrement de leurs marchés sur des

bases juridiques dont l'historien Kuwabara Jitsuzô 桑原隲藏 se plut à souligner la continuité en ces termes :

Entre la période de Nara 奈良 [710-794] et la cour de Heian 平安 [794-1185] le droit de notre pays s'est appuyé sur le code des Tang [618-907] tant dans sa forme que dans son esprit. À partir des Tokugawa jusqu'à l'année 1880, à l'ère Meiji 明治, ce qu'il est convenu d'appeler le droit japonais a directement été influencé par le code des Ming 明 [1368-1644]³.

- 3 Cette affirmation doit bien sûr être nuancée et les modalités concrètes des transferts restent pour l'essentiel à éclaircir, mais manifestement, la culture politique et juridique du Japon prémoderne, ainsi que sa réflexion sur l'économie et sa régulation, se sont durablement et profondément inspirées de la Chine.
- 4 Si les deux sociétés, confrontées aux mutations qu'entraînait une croissance économique et commerciale soutenue, ont promulgué des règlements et des lois visant à prohiber certaines pratiques, ces textes normatifs peuvent parfois masquer des réalités que la comparaison entre la Chine des Song et le Japon des Tokugawa est susceptible de mettre en évidence. Pour commencer, en dépit de la volonté affichée dans les ordonnances ou les codes, et quelles qu'aient pu être la nature et la densité des formes de contrôle, les deux administrations se virent contraintes d'assurer la régularité et la légalité des transactions en s'en remettant, dans les faits, aux agents engagés dans les échanges marchands. Les sources dont les historiens disposent pour chacune de ces périodes montrent que, tout en contribuant activement à garantir la qualité du travail artisanal et l'honnêteté des transactions sur les marchés, les pouvoirs publics ont ainsi toléré la circulation de marchandises contrefaites et de produits imparfaits, c'est-à-dire correspondant imparfaitement aux standards attendus. On s'aperçoit dès lors que les exigences des autorités en matière d'« authenticité » des produits de consommation courante étaient sensiblement différentes de celles que nous connaissons aujourd'hui. En fait, et c'est un second point crucial, l'idéal de l'administration semble avoir été souvent de garantir l'ordre public et de protéger les marchés des trop fortes tensions, en évitant les pénuries et donc les spéculations, de permettre avant tout la régularité de l'approvisionnement en produits acceptés dans les échanges. Enfin, l'évolution des savoir-faire et des techniques qui permettaient le développement de certaines productions mettait sans doute bon nombre de producteurs dans l'incapacité de respecter les normes attachées aux nouveaux produits.
- 5 À ce niveau d'analyse qu'est la réalité des échanges commerciaux, la mise en parallèle entre l'époque des Song et celle des Tokugawa est rendue difficile par la disparité des sources disponibles. De plus, celles-ci posent immédiatement la question du niveau effectif de la production et des échanges dans chacune des sociétés. Dans le cas du Japon de la fin de l'époque d'Edo, la consommation de certains produits renvoie en effet à des habitudes proches de celles de l'Europe du début du XIX^e siècle, ce qui n'est évidemment jamais le cas de la Chine du XI^e ou XII^e siècle. Quoi qu'il en soit, l'impression générale qui se dégage de la comparaison des deux situations est claire. Derrière les règlements plus ou moins précis ou catégoriques, qui attestent la volonté de faire respecter des décisions par une tarification pénale des crimes ou délits, la qualité des échanges commerciaux reposait avant tout sur l'éthique et l'intérêt des marchands ainsi que sur les compromis que les autorités devaient passer avec leurs organisations. De ce point de vue, les définitions mêmes du produit falsifié ou volontairement contrefait ainsi que les contrôles exercés sur les marchandises sont de bons exemples des limites que les conditions de

production et d'échange imposaient aux sociétés préindustrielles, alors même que leurs dirigeants politiques, quelles que fussent les différences entre les formes de régime, restaient convaincus de devoir régler leur action sur des idéaux partagés.

- 6 Précisons dès à présent que le « faux » que nous étudions ici désigne une marchandise produite et commercialisée pour satisfaire une demande régulière : nous ne nous intéresserons de fait ni à la monnaie ni, par exemple, aux œuvres d'art. Même si les caractères signifiant la « contrefaçon » (偽 *wei* ou 贗 *yan* en chinois, lus *nise* 似せ en japonais⁴) n'apparaissent que peu dans les ordonnances impériales des Song ou les édits shogunaux et seigneuriaux — mis à part pour la monnaie et, au Japon, pour les remèdes pharmaceutiques —, cette absence ne signifie pas pour autant que les affaires avérées de fraudes sur la qualité des marchandises n'intéressaient pas la justice. Le traitement de cette question s'effectuait apparemment au cas par cas. Par exemple, pour les coupons de soie sur lesquels nous insisterons particulièrement dans la Chine des Song, étaient mis en avant des critères de « conformité » du produit par rapport à ses caractéristiques réglementaires et à son usage, définis par un milieu professionnel en accord avec les autorités. La définition de standards contraignants est sans nul doute liée à la fonction monétaire longtemps attribuée aux pièces de tissus et toujours effective peu ou prou aux XI^e-XII^e siècles dans le cadre fiscal : fournir des coupons de soie qui ne correspondaient pas aux standards, de poids ou de taille, lors du paiement de l'impôt ou du remboursement de prêts publics, était nécessairement assimilable à une fraude. Dans la mesure où la normalisation juridique conduisait à réglementer la qualité des produits mis à la disposition de la chaîne des producteurs, du fisc ou des simples consommateurs, elle incitait producteurs et marchands urbains à rejoindre des corps de métiers et des associations, susceptibles de leur assurer un paiement au prix, en particulier de la part de l'administration, voire des formes d'exclusivité commerciale.
- 7 C'est cette tension entre l'ordre légal des marchés, qui condamnait la malfaçon ou la contrefaçon, et la dimension économique et fiscale des échanges, qui rendait possible la circulation du « faux », que nous voudrions explorer ici. Pour ce faire, nous nous proposons de partir des prescriptions légales qui ont servi de référence aux Song en matière de produits contrefaits et imparfaits : le *Code avec commentaires raisonnés des Tang*, le *Tang lǐ shuyi* 唐律疏議 daté de 653. En contrepoint, nous évoquerons les réglementations des Tokugawa, en nous gardant d'une comparaison terme à terme qui n'aurait guère de sens. Il s'agit surtout pour nous de profiter de l'exercice pour dégager des orientations propres à définir une problématique commune. Celle-ci nous conduira à explorer successivement les représentations que se faisaient les contemporains de la circulation des marchandises dans les échanges, le rôle des groupements de marchands et d'artisans dans ce processus général, caractérisé par le lien qui rendait encore souvent indistincte la production de la commercialisation⁵, et enfin la morale qui devait régir ces échanges. Puis, à partir de cette base commune, nous conduirons, pour finir, deux enquêtes, l'une sur les soieries du Zhejiang 浙江 à la fin du XI^e siècle, et l'autre sur les produits pharmaceutiques dans le Japon des XVII^e et XVIII^e siècles, ce qui permettra de dégager également les différences entre les deux situations historiques.

Fraude, réglementations et contrôles

- 8 Ouvrir notre étude sur le code des Tang du milieu du VII^e siècle ne signifie nullement que nous ignorons l'importance décisive de la jurisprudence, sur laquelle la Chine et le Japon

ont largement construit leurs dispositifs juridiques respectifs. Cependant, l'article du *Tang lü shuyi*, fréquemment cité aujourd'hui par les historiens, a le mérite de mettre en évidence deux aspects indissociables de la loi présents dans les deux sociétés. La loi est l'instrument d'un bon gouvernement, ce que privilégiaient également les gouvernants de l'époque d'Edo 江戸 ; elle protège les intérêts de groupes particuliers, en faisant sa place au droit des justiciables, ce à quoi pouvaient prétendre les textes des Tokugawa, même si ceux-ci, contrairement aux périodes de Nara et de Heian, ne cherchèrent pas à calquer leurs institutions juridiques sur le modèle contemporain d'une Chine mandchoue hautement administrée :

Quiconque fabrique des armes et des ustensiles ainsi que des soieries et des toiles, dès lors qu'il vend un objet défectueux ou contrefait, une pièce trop courte ou trop étroite, est passible dans chaque cas de soixante coups de bâton. Ce qui n'est pas solide est désigné par le terme malfaçon (*hang* 行), ce qui n'est pas authentique par le terme contrefaçon (*lan* 濫). Clairement, fabriquer une lame de sabre ou des pointes de flèches en fer doux, c'est aussi réaliser une contrefaçon.

Commentaire :

La fabrication d'armes et d'ustensiles désigne la fourniture d'objets pour un usage public et particulier (*gongsi yong* 公私用), et ce également pour les soies et les toiles, les damas et les soieries à motifs. Les malfaçons et les contrefaçons désignent les produits qui ne sont ni solides ni authentiques ; les pièces trop courtes ou trop étroites désignent des coupons de soie n'atteignant pas quarante pieds ou des coupons de toiles inférieurs à cinquante pieds, ou encore des coupons dont la largeur n'atteint pas un pied et huit pouces, des produits qui cependant sont mis en vente : dans chaque cas on applique soixante coups de bâton⁶.

- 9 Il est clair que la malfaçon et la contrefaçon sont ici assimilées par le code chinois à des tromperies volontaires, ce qui renvoie naturellement à une falsification, une fraude et donc à une conduite illégale, un délit sanctionné par la loi. Le commentaire insiste d'abord sur l'usage (用 *yong*) des produits : ils doivent être solides et authentiques. Le caractère authentique du produit se trouve en fait précisé par l'exemple relatif aux lames de sabre et pointes de flèches : le matériau utilisé dans sa fabrication doit permettre au produit de correspondre à un usage déterminé et, insiste le texte, la malfaçon est dans ce cas une contrefaçon. Le commentaire indique ensuite les dimensions réglementaires des coupons de tissus, et semble du coup définir l'authenticité à partir de la taille même de l'objet plus que de son usage. Dans ce cas, c'est le caractère licite qui est mis en avant : celui-ci dépend de la conformité des unités à des normes, ce qui s'explique d'autant mieux, on l'a déjà évoqué, si l'on songe à l'usage monétaire de la soie et des tissus dans la Chine du milieu du VII^e siècle.
- 10 Ce texte de loi oriente d'emblée notre exposé dans plusieurs directions. Comment les contrôles étaient-ils organisés et quelles étaient leurs limites ? Comment les vérifications contribuaient-elles à classer les marchandises et à assurer leur réputation ? Comment, à partir des considérations du texte, comprendre ce que doivent être l'usage attendu du produit et son caractère licite ?
- 11 Les marchandises mises sur les marchés étaient normalement soumises à des contrôles, qu'exerçaient des agents capables de distinguer le vrai du faux, le produit authentique du produit falsifié, la marchandise sans défaut de la marchandise défectueuse. À la suite du passage précédemment cité, le *Code des Tang* souligne :

Le *Livre des Rites* indique que chaque objet est marqué du nom de l'artisan, de façon à contrôler sa probité. Si le travail n'est pas convenable, on applique à coup sûr une sanction⁷.

- 12 La référence au *Livre des Rites* 禮記 atteste la nécessité intangible de codifier l'encadrement des productions, et cette approche, revendiquée comme un legs de l'Antiquité, n'est nullement étrangère à la société des Song : le dispositif de la signature sur l'objet était explicitement repris dans les ateliers publics⁸. Manifestement, très tôt en Chine, la marque a servi de moyen de contrôle administratif, la griffe de l'artisan permettant son identification et engageant sa responsabilité. On retrouve encore dans le vocabulaire de la codification rituelle le terme même qui désigne les « produits défectueux » (*hang*). Le *Rituel des Zhou*, le *Zhouli* 周禮, définit ainsi la mission du « chef des agents subalternes » (*xushi* 胥師) chargé de superviser précisément la qualité des échanges :
- Il enquête sur ceux qui trompent et escroquent, ceux qui maquillent des produits défectueux, ceux qui vendent des objets détériorés, et il les punit⁹.
- 13 La règle de la signature ne s'appliquait pas vraiment de la même manière dans le Japon des Tokugawa. Du fait de l'éclatement de la structure politique du Japon, le plus souvent, l'administration était dans l'incapacité de surveiller la « traçabilité » des marchandises. En revanche, comme ailleurs, dès la période médiévale, la signature de l'artisan pouvait servir à revendiquer un savoir-faire, les objets eux-mêmes – sabres, céramiques – portant cette forme de revendication et de publicité. La surveillance directe des produits mis sur le marché existait également dans le Japon antique, dont les institutions commerciales étaient modelées sur les marchés urbains de la Chine des Tang : ceux-ci étaient murés, rappelons-le, et ne pouvaient fonctionner qu'aux heures prévues par les pouvoirs publics et sous leur autorité. Ce contrôle reposait sur une réglementation qui distinguait et classait les produits eux-mêmes, ce qu'atteste dans le *Code* la mention de la taille des pièces de tissu.
- 14 Cependant, l'importance accordée aux mesures standardisées est ambiguë. Elle renvoie bien évidemment aux prérogatives de garant des étalons (poids, volumes, etc.) que les autorités dans la Chine et le Japon prémodernes s'attribuaient pour régler les transactions. Mais elle traduit tout autant les limites des contrôles : il est en effet toujours plus facile de vérifier la taille d'une étoffe que sa qualité, pour ne rien dire de sa provenance. C'est la raison pour laquelle, bien avant l'époque des Song ou celle des Tokugawa, le contrôle de la qualité des marchandises était également indirect. La signature sur le produit indique que ce contrôle indirect s'exerça d'abord à travers les hommes, avant de s'organiser, ce qui était clairement le cas dans la Chine du XI^e siècle ou le Japon du XVIII^e, au sein des associations de producteurs et de marchands.
- 15 Selon la prescription idéale des discours rituels, la « marque » est donc d'abord celle du producteur dont la probité devient ainsi indissociable de celle de son produit : la qualité de l'homme traduit celle de l'objet, en en fixant l'origine. En respectant ou non des règlements, les marchandises concrétisent donc la conduite des producteurs et des marchands en assurant leur réputation. Au demeurant, la suite de l'article du *Code des Tang* développe cette logique. Le texte assimile le profit tiré du faux au « butin » d'un vol (*zang* 贓), et l'auteur du délit à un « voleur » (*dao* 盜), qu'il s'agisse du fabricant, du « colporteur-vendeur » ou de tout agent de « l'administration du marché, de la préfecture et de la sous-préfecture qui était au courant de l'affaire »¹⁰. La sanction est proportionnelle au montant du profit indu, tiré d'un échange qui ne remplit pas sa fonction. On peut, au passage, se demander légitimement sur quoi repose la notion de butin, le terme *zang* pouvant tout aussi bien renvoyer à un pot-de-vin, soit au profit de la concussion ou à des objets mal acquis, ce qui correspond bien à la qualification de « vol ».

Plutôt donc qu'à une notion abstraite de respect de la propriété, cette qualification sanctionne, semble-t-il, le non-respect des droits de celui qui a acquis le produit, une « escroquerie », puisque le paiement ne correspondrait plus à l'usage attendu du service ou de l'objet payé. En conséquence, le commentaire précise finement que c'est bien sur le seul « montant » du bénéfice, « en dehors de l'estimation du prix de revient (*ben* 本) »¹¹, que sera calculée l'aggravation de la peine. Cette notion du profit « indu », qui perturbe la fixation du juste prix, alimente durablement, notons-le, la réflexion, puisqu'elle se retrouve bien des siècles plus tard à la base de la réflexion du penseur marchand Ishida Baigan 石田梅巖 (1685-1744) sur l'honnêteté du commerçant.

- 16 En somme, la qualité des marchandises dans les échanges reposait aussi sur les valeurs éthiques propres à chaque individu, ce que traduisait le principe de la signature en Chine, incorporant au sens le plus étroit ces valeurs dans l'objet même. Or, cette vision idéale de l'engagement éthique de l'artisan ou du marchand se chargeait d'une exigence collective dès lors que des corps de métiers et des guildes commerciales (*hang* 行) intervenaient dans l'encadrement de la production et des marchés.

Corps de métiers et guildes commerciales

- 17 Dans la Chine du XI^e siècle, ces groupements étaient censés satisfaire les besoins de l'administration ou du Palais avec lesquels ils négociaient les prix, en jouant d'ailleurs quelquefois entre les deux donneurs d'ordres. Une ordonnance de janvier 1019 notifie que : « Conformément aux conventions réglementaires arrêtées antérieurement, les différents métiers et commerces se réuniront le jour de repos décadaire pour définir les prix de vente effectifs des produits pour la décade suivante (*shijia* 時價)¹². » Si l'on discute encore pour savoir si les associations regroupant les métiers visaient à limiter la concurrence sous les Song¹³, tous les auteurs s'accordent pour affirmer que cette période a marqué la normalisation de ce type d'organisation, au moment où les villes continuaient de se réorganiser après la destruction des quartiers murés des Tang et la disparition du contrôle administratif de leurs places de marché. Déjà très présentes à l'époque des Tang, puisqu'on a pu décompter alors jusqu'à deux cent vingt associations, leur nombre avait exactement doublé à Hangzhou, la capitale des Song du Sud au XIII^e siècle. Or, le chiffre sensiblement plus faible donné pour les Song du Nord, avec cent soixante guildes seulement répertoriées à Kaifeng 开封 au XI^e siècle, laisse penser que beaucoup d'associations n'y étaient pas enregistrées¹⁴. Wei Tianan 魏天安 a ainsi émis l'hypothèse convaincante que seules les associations qui servaient l'administration étaient enregistrées par elles, alors que d'autres ont pu fonctionner en dehors de cette reconnaissance. Il existait donc des marchands accrédités (*hanghu* 行戶) dont les listes étaient à la disposition des administrations. Ce dispositif qui faisait de certaines maisons commerciales et artisanales des fournisseurs attitrés sur plusieurs générations fut supprimé pour un temps avec l'instauration de la taxe d'exemption sur les métiers (*mianhang qian* 免行錢) en 1073.
- 18 Sous les Song du Sud, à partir du XII^e siècle, le principal problème restait celui des prix bas que l'administration imposait toujours à des marchands accrédités par l'intermédiaire des Directions des marchés (*shisi* ou *shilingsi* 市[令]司), chargées de l'application des tarifs décadaires ou mensuels arrêtés avec les corporations¹⁵. Ces tarifs décadaires (*shijia* 時價) ou tarifs administratifs (*guanxia* 官價), évoqués dans l'ordonnance de 1019, servaient à fixer les prix que l'administration devait acquitter pour ses achats réguliers ou ponctuels

(*kepe* 科配), par opposition aux prix du marché (*shijia* 市價) que les fonctionnaires devaient acquitter pour l'achat des produits destinés à leur consommation personnelle. Liang Gengyao 梁庚堯 signale, par exemple, qu'au début du XIII^e siècle, vers 1239, ces tarifs se situaient à 20 ou 30 % sous la valeur du moment (*shizhi* 時值), et encore l'argent n'était-il pas versé immédiatement, voire jamais versé du tout¹⁶. Après avoir aboli au milieu du XII^e siècle le prélèvement du *mianhang qian*, le gouvernement aurait également supprimé le système des achats ponctuels au tarif décadaire auprès des marchands attitrés : dès lors, l'administration devait en principe déboursier les sommes correspondant au prix réel acquitté par tout particulier.

- 19 En dehors de cette question cruciale des prix, Wei Tianan souligne que les associations fournissaient le cadre naturel dans lequel un code de bonne conduite vis-à-vis de la qualité des produits ou des services avait pu être instauré, même si, à ses yeux, la persistance des produits défectueux atteste la faiblesse de l'organisation du contrôle des associations sur les produits. Nous allons y revenir plus précisément.
- 20 Au Japon, les organisations professionnelles, dont le pouvoir guerrier encouragea la constitution et protégea les monopoles à partir du XVIII^e siècle, ont sans doute aussi assuré en interne un rôle de garants de la qualité. Ce point reste malgré tout à éclaircir, car les règlements des corporations se préoccupaient en général plus du respect des procédures et des circuits de transactions que de définir le « bon » et le « mauvais » produit¹⁷. La reconnaissance ou l'organisation de corporations par le shogunat découlait là aussi plus d'une volonté de surveiller les prix et de garantir les approvisionnements que de contrôler la qualité. On ne trouve pas à l'heure actuelle de preuves d'une intrusion directe et continue des officiers guerriers au service du pouvoir shogunal dans l'établissement des critères de qualité des produits manufacturés, comme ce fut le cas en France lorsque le mercantilisme d'un Colbert favorisa une telle dynamique. Toutefois, la mise en place de régies de production dans les fiefs de province a peut-être favorisé des mesures du même type au XIX^e siècle ; mais cela reste une hypothèse. En tout état de cause, la reconnaissance par les autorités d'un groupement de marchands grossistes plus ou moins monopolistiques était liée à leur capacité à approvisionner en marchandises l'intendance seigneuriale et une zone géographique. Ces organisations étaient donc elles-mêmes en charge de l'ordre des marchés, et œuvraient pour que la pression exercée par les dirigeants, qui représentaient souvent les premiers consommateurs, et la concurrence inévitable entre marchands restent dans des limites acceptables.
- 21 Précisons toutefois, et c'est une différence importante avec l'administration des Song, régulièrement tentée d'en revenir à une réglementation minorant les prix publics par rapport aux prix des marchés, que, sauf situation exceptionnelle, les autorités guerrières de l'époque des Tokugawa ne tentèrent pas d'imposer des systèmes de prix administrés : au contraire, il est précisé parfois dans les accords passés avec les grossistes que les achats effectués par les autorités seigneuriales, quoique prioritaires, s'effectuaient aux prix du jour. Le système de surveillance de marchés fermés, mis en place à l'époque de Nara et au début de celle de Heian sur le modèle chinois, avait disparu dans le Japon du Moyen Âge comme dans la Chine des Song, et il ne fut pas rétabli lors de la réunification du pays à la fin du XVI^e siècle. La fragmentation territoriale de l'autorité politique, héritée des guerres civiles de la fin du Moyen Âge, ne permettait pas d'établir une administration shogunale capable de gérer, dans le cadre du système fiscal, une part importante de la circulation des marchandises. Il faut se souvenir ici que les pouvoirs guerriers à leurs débuts tenaient plus des armées d'occupation que de l'administration bureaucratique. Dès

la réunification de l'archipel achevée, les gouvernants, loin de manifester une volonté d'intégrer les échanges dans des organisations sous leur contrôle, entreprirent plutôt de favoriser une certaine liberté du commerce, dans des proportions naturellement déterminées par leurs propres intérêts.

- 22 Dans le Japon du ^{xvii} siècle, seuls quelques produits étaient fabriqués par des guildes monopolistiques (za 座)¹⁸ bénéficiant de la reconnaissance du pouvoir guerrier, une situation qui facilitait naturellement l'identification des producteurs. Les membres des corporations marchandes eux aussi devaient parfois s'engager, vis-à-vis de l'autorité publique, sur un certain nombre de points concernant leurs produits ou leurs transactions, comme nous le verrons avec les pharmaciens. Quant à la définition des critères d'authenticité, elle semble en général avoir été plutôt laissée à la responsabilité des producteurs et des intermédiaires, soumis à l'appréciation de la qualité par des consommateurs parmi lesquels les agents du pouvoir seigneurial étaient censés se montrer les plus exigeants.
- 23 L'examen des recueils de lois que les Tokugawa ont fait compiler à partir du ^{xviii} siècle révèle ainsi que les vérifications sur l'« authenticité » des produits de consommation courante portaient souvent sur des gammes limitées, surtout lorsqu'elles s'attachaient à contrôler la qualité. Les *Recueils des édits*, comme par exemple celui de l'ère Kanpō 寛保 (1741-1744)¹⁹, restent discrets sur ce problème, hors la monnaie et certains articles comme le ginseng, et les cas de fraude qu'ils traitent le plus couramment concernent les transactions hors des circuits de commercialisation autorisés.
- 24 On trouve cependant quelques témoignages ponctuels qui prouvent que les autorités guerrières ont pu, dans diverses circonstances, choisir de participer à la surveillance des circuits de distribution d'une marchandise. Elles imposèrent même parfois le contrôle de la puissance publique, mais, comme le montrent les règlements des nouveaux brasseurs de saké du Kansai 関西 édictés en 1832, la mise en œuvre de ces mesures demeurait largement tributaire des organisations marchandes.
 - Concernant les volumes expédiés à Edo et Uraga 浦賀 : après décision des douze communes²⁰ sur le nombre de barriques et leur répartition, les certificats de livraison étaient jusqu'à présent rédigés et émis librement par les brasseurs de saké, ce qui a entraîné un relâchement des contrôles. Dorénavant, il a été ordonné par les autorités que les chargements qui auront reçu des bureaux administratifs les sceaux officiels seraient bien évidemment embarqués par les propriétaires de la marchandise selon les stipulations desdits certificats de livraison ; quant aux certificats de livraison des responsables des brasseurs destinés aux grossistes d'Edo et d'Uraga, ils devront être rédigés selon les règles.
 - Un modèle de certificat de livraison avec sceaux officiels a déjà été envoyé aux grossistes d'Edo et d'Uraga ; il nous a donc été ordonné d'imprimer ces documents avec soin²¹.
- 25 Les brasseurs de saké devaient donc utiliser des bordereaux imprimés sous le contrôle de l'administration guerrière, et visés par elle. Mais la tutelle administrative ne va pas beaucoup plus loin, et le reste du texte indique clairement que la réalité de la surveillance des expéditions entre le Kansai et Edo incombeait en fait aux « responsables » (gyōji 行司) de la « corporation des douze communes ». Quant au relâchement constaté dans l'émission des « certificats de livraison » (okurijō 送り状), qui avait motivé l'intervention des agents du pouvoir shogounal, la suite du document nous en donne peut-être un exemple :
 - À propos de la manière de faire cuver le saké : suivant le ferment ou le riz, ou encore la bonne ou mauvaise qualité de la fermentation de ce dernier en fonction

de la chaleur ou de la froidure au moment du cuvage, on obtient une plus ou moins grande quantité de saké clarifié. Il y a alors trop ou pas assez de certificats de livraison, et on s'arrange pour se les céder [entre producteurs], mais les autorités ont entendu dire que parfois on en ferait même commerce : c'est inadmissible. Désormais on rapportera au Grand Responsable du contrôle du brassage du saké le surnombre ou l'insuffisance des certificats de livraison, et les brasseurs, après avoir négocié directement entre eux, devront se les céder avec honnêteté ; mais les autorités nous ont clairement signifié qu'il était absolument défendu de se livrer à tout ce qui pourrait ressembler à un commerce de ces certificats si un intermédiaire en faisait la demande²².

- 26 Certaines pratiques des producteurs étaient par conséquent interdites par les autorités, peut-être d'ailleurs à la suite des protestations d'autres brasseurs. Il est vrai qu'elles rendaient possibles toutes sortes de fraudes ou de trafics, y compris de la revente à Edo, sous des appellations certifiées, de saké d'origine inconnue. Mais malgré tout, les contrôles mis en place par le pouvoir guerrier demeuraient plutôt légers et ses agents ne prirent apparemment pas de mesures spéciales pour s'assurer eux-mêmes de la qualité des produits mis sur le marché. En l'occurrence, les autorités semblaient être plutôt concernées par les volumes commercialisés à Edo. Elles ne défendirent même pas la cession des certificats de livraison en surnombre : le texte se contente d'appeler les brasseurs à faire preuve « d'honnêteté » (*jitsui* 実意). Quant à la régularité des arrangements entre fabricants, la surveillance en était finalement laissée à leur organisation professionnelle.
- 27 Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, le shogunat imposa bien plusieurs dispositifs évoquant nos systèmes d'appellation d'origine contrôlée pour certains produits comme l'huile de colza. Mais force est de constater qu'il s'agissait moins de contrôler leur qualité que d'organiser des monopoles censés servir ses intérêts, en réservant la production et la commercialisation à certaines provinces. Quant à la justice seigneuriale, elle assurait également la répression de ceux qui utilisaient des mesures faussées. Cependant, même si ce silence peut être imputé à un parti pris de l'historiographie, ni les compilations juridiques de l'époque ni les études contemporaines consacrées à la justice de cette période ne mettent vraiment en relief les affaires de contrefaçons : les cas les plus fréquemment évoqués concernent la monnaie²³.
- 28 En résumé, si les associations ont pu assurer, dans les deux situations qui nous intéressent ici, un contrôle sur la qualité des marchandises et des services, leur surveillance collective restait soumise aux conditions des échanges qu'elles contribuaient seulement à encadrer. Certes, les groupements garantissaient, aux côtés des autorités, l'ordre des marchés, en réglant surtout les prix, y compris éventuellement les tarifs fiscaux, et la concurrence entre les marchands, mais en dernier ressort, l'appréciation de la qualité et de l'authenticité engageait la responsabilité des consommateurs, au premier rang desquels on retrouve évidemment les pouvoirs publics. La responsabilité de trancher en la matière pouvait déboucher sur une expertise et ainsi apparaître comme un facteur de valorisation personnelle : à l'évidence, la place occupée par un commerçant parmi ses pairs ou vis-à-vis des autorités dépendait étroitement de la réputation qui s'attachait à son propre nom ou à celui de son lignage. Cette réputation reposait sur la reconnaissance de la qualité de ses marchandises, attribuée à un savoir acquis à travers l'expérience personnelle, et éventuellement grâce à l'héritage familial ; cette réputation pouvait conduire à l'exercice de responsabilités en tant que conseiller du pouvoir²⁴. Mais surtout, la présence massive des autorités parmi les usagers donnait à la consommation les moyens concrets

d'organiser la demande, et de négocier les critères de qualité avec les producteurs et les marchands. Les agents du pouvoir étaient en effet en position de donner le ton dans les transactions, en définissant l'échange honnête et en créant l'espace de négociations indispensable au classement des produits. C'est à ces classements que nous nous intéresserons maintenant, avant d'en venir aux tensions qui ont réglé les négociations entre les partenaires dans les échanges.

Classifications des marchandises et gammes de produits

- 29 Au-delà de la probité du fabricant, la « marque » individuelle signalait également une origine. Elle répondait au problème que notre jargon désigne comme la « traçabilité » du produit. Tout au long de la dynastie des Song, ce dispositif permit en particulier de suivre, on l'a dit, le travail des artisans dans les ateliers publics, mais le suivi des produits répondait à une préoccupation plus générale. Il s'agissait de classer les produits dans des listes officielles destinées à préciser les conditions légales dans lesquelles les administrations locales étaient autorisées à opérer leurs prélèvements fiscaux, et surtout à effectuer les achats publics réguliers (*kemai* 科買) ou ponctuels (*kepei*) que nous avons déjà évoqués. À cela s'ajoutait une autre procédure : les commutations (*zhebian* 折變). Celles-ci permettaient aux autorités de transformer, selon leurs besoins, la nature d'un prélèvement, en exigeant le versement d'un autre produit ou encore en commutant une taxe monétaire en un prélèvement en nature ou l'inverse. Ces opérations donnaient lieu à des exactions fiscales dont les abus sont régulièrement dénoncés dans la littérature. Un édit de la fin de l'année 1027 indique ainsi :

Dans la mesure où nous avons appris que les achats publics de produits, ordonnés par la Commission des Finances dans toutes les préfectures civiles et militaires depuis plusieurs années, ont entraîné bien des souffrances et des perturbations, nous attendons que la Commission établisse au plus vite une liste nominative de tous les types de produits concernés par les achats publics de plusieurs années, en détaillant les chiffres et les usages auxquels on les destine. La liste sera sincère et complète, sans aucune omission²⁵.

- 30 Les classifications des produits appartenaient donc à la routine administrative. Cependant, d'autres classifications, qui ne recoupaient pas nécessairement celles qu'établissait l'administration pour des raisons fiscales, existaient. La distribution des marchandises correspondait au statut de leur destinataire. L'exemple le plus évident sans doute est celui du catalogue prestigieux, destiné à l'Empereur, que dresse l'encyclopédie géographique *Yuanfeng jiuyu zhi* 元豐九域志 au début des années 1080²⁶. Les meilleures marchandises de tout l'empire apparaissent sous les entrées correspondant à chaque préfecture : chacune de ces entrées indique les « dons » dont la localité était redevable au titre du tribut à l'Empereur. Il existait donc, malgré tout, un lien entre le statut de l'Empereur et la classification quasi fiscale des « dons » ainsi répertoriés, ou plutôt le tribut dû à sa personne conduisait à distinguer les meilleurs produits. La valeur du produit versé était liée à sa réputation, voire sa rareté, sa consommation étant ostensiblement réservée aux élites de la cour. Si ce tribut en nature ne représentait qu'une minuscule fraction de la contribution de chaque circonscription, son importance résidait dans la capacité de la cour à reconnaître et à attirer systématiquement à elle des produits venus de tout l'empire. La réputation des productions d'un terroir acquit ainsi une notoriété publique, sanctionnée par l'Empereur. On a affaire à une longue et précise

nomenclature des produits naturels et artisanaux dont l'authenticité dépend, cette fois, d'un croisement entre des hommes, des ressources et un lieu. Cet inventaire induit de fait une classification, une hiérarchie des produits, dont le respect, comme dans le cas des marchés, était assuré par une supervision administrative chargée de garantir la qualité reconnue de chaque produit.

- 31 Il est clair cependant qu'avec ces répertoires, les autorités ne créaient pas, sauf exception, la réputation du produit : elles prenaient plutôt en compte des situations préexistantes de production, et leur conféraient un surcroît de publicité. Cependant, le catalogue des dons en nature du tribut, propres à satisfaire la consommation de l'empereur des Song et de sa cour, met en avant deux ordres de faits, tout aussi présents dans le Japon des Tokugawa.
- 32 D'une part, il signale que les sociétés prémodernes, quel que soit leur degré de développement économique, n'en restaient pas moins largement structurées par les statuts : la consommation était un puissant marqueur du rang occupé par le destinataire des marchandises. Or, lorsque la production, non encore standardisée, devint massive, comme ce fut le cas sous les Song ou les Tokugawa, la concurrence commerciale et la diffusion plus large des marchandises ne manquèrent pas de perturber ces classifications. La diversification des biens et de leur valeur put même être ressentie comme une menace pesant sur la « vérité » des statuts personnels. Tandis que dans la Chine du début du XI^e siècle l'adoption de lois somptuaires prônée par certains fonctionnaires n'avait guère rencontré d'écho²⁷, au Japon, cette perception incita les dirigeants seigneuriaux à bannir périodiquement le « luxe », en ciblant certaines catégories de la population par des mesures aussi rigoureuses dans leur ton que peu respectées en pratique²⁸.
- 33 D'autre part, les listes du *Yuanfeng jiuyu zhi* confirment que certaines marchandises, hier comme maintenant, n'arrivaient pas sur les marchés sans une « réputation » liée à leur origine et au statut des consommateurs : si les consommations marquaient les statuts, on peut dire en effet que les statuts de ceux qui étaient en position de consommer participaient de la réputation des produits. De ce fait, la supervision des marchandises sur les marchés impliquait une hiérarchie entre elles, laquelle contribuait à une définition large de l'ordre public.
- 34 Dans le Japon du XVIII^e et de la première moitié du XIX^e siècle, l'intégration des produits régionaux dans un marché national de plus en plus concurrentiel conduisit, du fait d'une recherche des avantages comparatifs et de la meilleure valeur ajoutée entre les territoires, à élargir les gammes et à complexifier les catégories des marchandises proposées. Alors que les distinctions simples entre provinces, basées sur des différences de développement technique ou d'équipement, tendaient à s'estomper, paradoxalement, la notion du « produit de terroir » ne cessa de s'affirmer pour souligner l'originalité et la qualité des productions nouvelles offertes à la consommation, comme en témoignent les nomenclatures de qualité des productions dressées par un expert en développement économique de la fin du shogunat comme Satô Nobuhiro 佐藤信淵 (1769-1850)²⁹. Un de ses prédécesseurs, Kaiho Seiryô 海保青陵 (1755-1817), relatait d'ailleurs dans un de ses écrits, au début du XIX^e siècle, une supercherie basée sur l'origine géographique d'une plante médicinale, l'*ôren* 黄蓮 (*Coptis japonica*), et destinée à en usurper la réputation :

On considère que l'*ôren* qui pousse au pied du mont Hakusan 白山 de Kaga 加賀 est de qualité supérieure. On parle donc d'« *ôren* de Kaga ». À Kaga, les gens pensaient étourdiment qu'il n'y avait pas ailleurs d'*ôren* qui vaille le leur. Cependant, son prix ne faisait que baisser, au point qu'ils étaient réduits à le vendre à des tarifs insignifiants. [...] Je m'enquis de la raison de ce phénomène auprès des marchands

de pharmacopée de Kyôto. Ceux-ci me répondirent : « On disait qu'il n'y avait que l'ôren de Kaga qui vaille, mais ces dernières années est arrivé en masse de l'ôren de Tanba 丹波 qu'on commercialise sous le nom d'ôren de Kaga. À Tanba, on cultive cette plante depuis peu ; autrefois on ne le faisait pas. À présent tout l'« ôren de Kaga » est en fait de l'ôren de Tanba. Or, si maintenant le prix de l'ôren de Kaga ne fait que baisser et si son cours chute, c'est à cause de la qualité de la production de Tanba³⁰.

- 35 Cette dernière phrase est intéressante, car, plutôt que de condamner l'usurpation des producteurs de Tanba, Seiryô, en bon pragmatique de la politique économique, semble insister sur la primauté de l'exigence de qualité qui fonde la réussite et la réputation d'une production auprès des agents commerciaux : il est normal, à ses yeux, que le faux « de qualité » acquière une bonne réputation, alors que son effet est désastreux pour les prix des « choses véritables » (真の物 *shin no mono*), l'un des paradoxes inhérents aux nouveaux marchés nationaux de plus en plus concurrentiels. Kaiho Seiryô, par ailleurs partisan de politiques mercantilistes, se montre tout particulièrement sensible à ce nouvel environnement économique. En réalité, il reproche surtout aux habitants de Kaga d'avoir manqué de vigilance et d'avoir négligé le devenir de leur marchandise sur les grandes places du Kansai : le producteur, désormais, devait s'intéresser à toute la chaîne de commercialisation de son produit, s'informer des évolutions du marché, s'y adapter et défendre ses intérêts. C'est pourquoi la tentative de singularisation d'un produit a pu aussi connaître des manifestations plus individuelles. Dans le Japon du XIX^e siècle, des formes de publicité étaient déjà courantes dans les milieux urbains. Si des guides, des palmarès pouvaient vanter indirectement un article particulier, son fabricant ou ceux qui le commercialisaient, des prospectus en assuraient aussi la promotion directe.

L'échange honnête

- 36 On voit ainsi apparaître une tension entre deux pôles entre lesquels se définit le champ de ce que nous avons appelé plus haut l'échange « honnête » : la conduite éthique des individus et leur encadrement par des organisations collectives. Cet échange honnête doit légitimement prévaloir sur les marchés, mais il n'apparaît pas comme le simple contraire d'une transaction délictueuse ou des escroqueries liées à la malfaçon ou à la contrefaçon. Les considérations précédentes de Seiryô, qui trouvent leur pendant dans la Chine des Song, confirment que, sous certaines conditions, la mise en circulation du « faux » était acceptable pour au moins certains des usagers – par exemple, l'administration locale, les associations –, en tout cas, pas condamnable en soi. Revenons sur chacun de ces pôles.
- 37 Sans que celle-ci ne soit clairement affirmée, l'échange honnête obéit bien évidemment à une vision éthique des rapports entre les individus : ceux-ci se gardent de tout écart de conduite et respectent des normes morales garantissant l'authenticité de leurs produits dont la fabrication mobilise des matériaux de qualité et répond à des standards reconnus. Sur les marchés doivent arriver de vrais produits, c'est-à-dire des produits authentiques qui correspondent à des usages attendus et déterminés. Comme on l'a vu, avant qu'il ne soit en mesure d'imposer sa « marque », le produit que l'artisan fabrique, que le marchand commercialise, que l'utilisateur ou le consommateur accepte, engage la réputation des hommes qui le traitent ou le manient. Ce qui est en jeu, c'est la relation de confiance censée présider aux partenariats et aux échanges, dans une logique de complémentarité, voire de solidarité. Plusieurs anecdotes témoignent ainsi que l'honnête commerçant ou le

bon artisan refuse de recourir aux produits de mauvaise qualité. On reprendra ici l'histoire édifiante rapportée par Shi Decao 施德操 (fl. première moitié du XII^e siècle) :

L'ancêtre de Yuxi 禹锡, qui s'appelait Tao le Quatrième 陶四翁, tenait un atelier de teinture. Il venait de déboursier quatre millions de pièces pour acheter un arrivage d'« herbes aux perles » (*grémil*). Quelques jours après, un intermédiaire arriva et déclara après avoir vu les plantes : « Ce sont des plantes dénaturées. » Le Quatrième s'exclama : « Comment ça ? » L'intermédiaire répliqua : « Ce sont des plantes gâtées par la vapeur et elles ont déjà donné tout leur suc. Aujourd'hui [...], c'est vraiment un produit dénaturé et inutilisable. » Après quelques essais, le Quatrième en eut la confirmation. L'intermédiaire déclara : « Ne t'inquiète pas, je les répartirai pour toi entre les petits teinturiers. » Le Quatrième lui répondit que c'était entendu. Le lendemain, l'intermédiaire revint et ceux qui étaient au courant lui dirent qu'il était arrivé. Le Quatrième prit alors l'ensemble de ces plantes qui lui avaient coûté 4 millions de pièces et, devant tous ces gens, il les jeta d'un coup dans le feu, en disant : « Serait-ce parce que j'ai été trompé que je devrais tromper les autres ? » À l'époque, la famille Tao n'avait encore qu'une maigre fortune et c'est après qu'elle devint riche et prospère. Parmi les générations successives de sa descendance on compta plusieurs lauréats aux examens, et Yuxi fut l'un d'entre eux³¹.

- 38 Tao le teinturier choisit de donner une publicité à son refus, alors même qu'il aurait la possibilité de quelque combine pour limiter ses pertes. La destruction ostensible des mauvais produits, qui se traduit par un gros déficit financier pour lui, renforce finalement son crédit et finit même par attirer la fortune sur lui et sa descendance. Le respect de l'éthique est payant. Or, autour de Tao, s'affaire tout un monde de l'échange dont une figure importante est celle de l'obscur intermédiaire, prêt à organiser l'escroquerie dont le marchand-artisan lui sera nécessairement redevable. C'est là le second pôle.
- 39 En Chine comme au Japon, l'échange honnête dépendait non seulement de la probité des individus mais aussi d'une organisation collective. Les parties les plus visibles de celle-ci étaient les intermédiaires qui ne pouvaient ignorer, qu'ils fussent accrédités ou non, le cadre réglementaire fixé par les associations professionnelles et l'encadrement administratif³². Dès lors, comme le signale l'anecdote de Tao le Quatrième, l'échange dépendait de rapports sociaux instables, du fait des choix des individus et des groupements, et débouchait sur une opération économique incertaine. Si la réputation des produits était indissociable de celle des hommes qui les fabriquaient et les commercialisaient, il était essentiel que les groupements et les associations renforçassent les systèmes de valeurs qui fondaient et contribuaient à stabiliser ces réputations croisées entre les choses et les hommes.
- 40 Or, d'un côté, les membres des associations construisaient et partageaient une idéologie du vrai et de l'authentique, que chacun d'entre eux était appelé à respecter pour le bien de tous. C'est sur ce système de valeurs que s'établissait la double réputation du métier, de ses membres et de leurs produits. D'un autre côté, la diversification et l'accroissement des produits disponibles exacerbaient aussi la concurrence et pouvaient inciter producteurs ou commerçants à singulariser leurs produits pour s'imposer auprès de la clientèle et donc en tirer un bénéfice, y compris en trichant avec l'assentiment ou même, on vient de le voir, la complicité des groupements. Enfin, et c'est la piste que nous suivrons dans un instant, la présence de contrefaçons et de malfaçons a pu servir les desseins de ceux qui, au sein même des dispositifs collectifs, étaient tentés de s'opposer à l'asymétrie des échanges lorsque les autorités entendaient imposer les conditions des transactions. En d'autres termes, les corporations, qui protestaient collectivement contre

les contrefaçons, comptaient des membres qui, à titre individuel mais aussi dans leur fonction de responsables d'instances collectives liées à l'administration, pouvaient être des acteurs majeurs et indispensables de la fraude. Des remarques similaires peuvent s'appliquer aux corporations japonaises, même si les fraudeurs, placés dans des rapports complètement différents avec l'administration, cherchaient plus généralement à tromper le consommateur.

- 41 Dans ces mondes où le commerce et la production artisanale ou industrielle devenaient importants pour l'État et les populations urbaines, le faux ou le produit imparfait n'était donc pas nécessairement stigmatisé. Même s'ils étaient clairement distingués, ces produits trouvaient une place aux côtés des marchandises authentiques ou réglementaires. Ainsi, sous les Song du Nord, il existait bel et bien un marché de produits contrefaits ou défectueux à Kaifeng, sur lequel à vrai dire on a bien peu d'éléments en dehors de sa localisation, telle qu'elle est rapportée au milieu du XII^e siècle, parmi les souvenirs valorisés de la capitale perdue :

Les gens disent *helou* (何樓) pour désigner ce qui est faux, comme si c'était un terme analogue à « défectueux » (*gulan* 沽盪) : en réalité, ce n'est pas ça. Au début de la dynastie, il y avait à la capitale un immeuble qui appartenait à la maison He, et au bas de l'édifice on vendait des produits qui étaient tous défectueux ou contrefaits (*hanglan*), voilà pourquoi on les considérait ainsi. Aujourd'hui le bâtiment a disparu, mais l'expression se transmet toujours³³.

Morale et développement commercial

- 42 On l'a signalé en introduction : la diversification de la production des textiles ou des céramiques sous les Song, le développement de la métallurgie et de l'industrie du livre, pour prendre des secteurs dont on sait qu'ils mobilisaient des savoir-faire et des procédés techniques de plus en plus complexes, imposaient des niveaux de qualité que bon nombre de producteurs sans doute ne pouvaient tout simplement pas atteindre. Dans ces conditions, au-delà de la volonté délibérée de frauder, cette production diversifiée débouchait nécessairement sur une quantité massive de produits non conformes aux normes réglementaires, du fait même des déboires techniques des producteurs. C'est dans cette perspective aussi que la tolérance vis-à-vis du faux et du contrefait pouvait passer pour un mode de régulation économique et sociale. On peut même penser que les usages du faux et du contrefait ont pu contribuer à attirer l'attention sur des facteurs proprement économiques : la qualité du produit était soumise à des contraintes qui justifiaient les prix demandés, alors qu'à l'inverse, le refus par l'utilisateur de payer au prix pouvait légitimement induire un défaut de qualité du produit fourni. Cette réalité redéfinissait la sincérité de l'échange en tendant à dégager des simples rapports de pouvoir les transactions commerciales assurées par l'intermédiaire des associations et des corps de métiers.
- 43 Dans le Japon prémoderne, l'abondance croissante des biens a de la même façon pu faire émerger deux tendances complémentaires : la nécessité de faire une place à des acteurs nouveaux de la production et de la distribution qui n'étaient pas nécessairement liés aux anciennes formes de régulation, ce qui pouvait éventuellement conduire à une complexification des critères d'appréciation de la qualité et des circuits de commercialisation ; et des tentatives pour identifier produits et producteurs, afin de se réserver l'exclusivité d'une réputation³⁴. Parti de normes collectives, assurées par les associations de producteurs, et de commerçants, cherchant fréquemment à asseoir leur

position par la reconnaissance de monopoles, on est passé à une individualisation croissante des produits et à une volonté de différenciation qui conduisit à insister sur « l'authenticité » de l'objet dans le cadre de la concurrence, grâce à une appellation ou sous la forme d'une « marque » (au sens moderne du mot, une appellation commerciale) incorporant l'exigence éthique du bon produit à l'article lui-même.

- 44 Pour évoquer l'impact que la diversification de la consommation, inhérente au développement des échanges, a pu avoir sur la morale, on nous permettra de replacer l'anecdote rapportée par Shi Decao, zélateur de Mencius et penseur réputé pour s'être opposé à une morale fondée sur la foi bouddhiste, dans la perspective d'une réflexion plus large³⁵. Au-delà de la mise à distance de l'esprit de lucre chez les marchands et les artisans, son rappel des valeurs éthiques censées régir l'ordre des échanges semble tout aussi bien résonner comme la stigmatisation des fausses valeurs sociales, des qualités humaines contrefaites. Ce sont ces fausses valeurs que bon nombre de lettrés des Song, à partir du XII^e siècle, soupçonnaient précisément d'être à l'origine de la perversion utilitariste de l'étude, réduite par le succès des examens à ne plus servir qu'aux desseins d'une carrière, voire simplement au profit. Zhu Xi 朱熹 (1130-1200) fut, on le sait, un des principaux artisans de cette critique qui visait à maintenir la vocation éthique de l'étude au premier plan³⁶.
- 45 Or, le scrupuleux Zhu Xi, pénétré de sa vocation, a dû lui-même faire face aux faux dans son travail d'auteur. Plus précisément, il s'est trouvé confronté aux problèmes posés par l'impression hors de tout contrôle de ses écrits. Sans vouloir trop insister ici sur ces questions qui touchent à l'histoire du livre, en particulier la difficile question des relations entre un auteur et un éditeur³⁷, il nous semble utile de déplacer un instant le regard de ce côté, dans la mesure où ces affaires de publication révèlent la perception de plus en plus aiguë qu'avaient les lettrés des Song, nos informateurs, d'une nouvelle demande, liée à la diffusion du livre imprimé, et de ses conséquences en termes de profit licite ou illicite. Tout d'abord, quel que soit le point de vue adopté sur les examens, il fallait bien reconnaître que le système impliquait de nouveaux rapports entre celui qui étudiait et la société : si le succès aux examens était la condition et la promesse de faire carrière, l'échec aux examens, plus fréquent après tout que la réussite, imposait très souvent au lettré de s'appuyer sur son savoir pour vivre³⁸. Il était donc indispensable et légitime, ne serait-ce qu'entre deux sessions de concours, de tirer profit de son savoir. Si l'on revient à l'imprimé, l'activité savante aboutissait donc à la production d'objets qui étaient commercialisés, ce qui signifiait que ces objets, pour qu'un bénéfice matériel en fût tiré, fussent mis sur des marchés par des agents plus ou moins soucieux de la qualité et de l'intégrité des écrits. De ce point de vue, il n'est donc pas illégitime de s'interroger sur le lien possible entre l'anecdote édifiante du marchand, qui renonce à s'enrichir en sacrifiant son intérêt immédiat au nom de la morale, et la réalité d'un lettré dont la vocation éthique rencontrait des pratiques frauduleuses : celles-ci le pénalisaient matériellement en le privant des bénéfices matériels qu'il pouvait attendre de son travail.
- 46 Deux lettres, échangées entre les « Trois sages du Sud-Est » (*dongnan sanxian* 東南三賢) témoignent de la tension qui existait entre l'objectif savant et l'impératif matériel. Dans la première, Zhu Xi, plutôt embarrassé, s'inquiète auprès de Lü Zuqian 呂祖謙 (1137-1181) après avoir découvert que le livre qu'il avait publié à compte d'auteur, *Quintessence du Mengzi* [*Lun Meng jingyi* 論孟精義], a été reproduit par un marchand de la sous-préfecture de Yiwu 義烏 dans le Zhejiang pour faire de l'argent :

Je ne sais comment faire. Je considère que le coût de ce livre a été assez important et qu'il est le produit de très nombreux efforts. Si aujourd'hui à peine mis en circulation il subit soudain ce préjudice, ce n'est pas seulement Xi 熹 qui s'en trouvera embarrassé [...] Si l'on parvient à interrompre tout cela alors que les frais ne sont pas encore importants, il n'y aura de dommage pour aucune des deux parties. [...] La mention de cette affaire est, j'en ai pleinement conscience, ridicule, mais c'est inévitable d'en arriver là dès lors que cela touche le gagne-pain de pauvres gens, et elle est donc également excusable³⁹.

- 47 Dans la seconde lettre, que Zhu Xi reçoit de Zhang Shi 張栻 (1133-1180), celui-ci écrit à propos de son *Mengzi jie* 孟子解 :

J'ai récemment appris que quelqu'un d'une maison de livres de Jianning 建寧 avait gravé le *Mengzi jie* de l'année Kuisi 癸巳 et je suis au plus au point effrayé, non seulement à l'idée qu'il soit maintenant impossible d'y apporter des corrections et qu'il égare ceux qui l'étudieront, mais aussi que l'addition de ces deux situations ne soit un désastre. Du matin au soir je ne m'accorde plus aucun loisir, et j'ai déjà transmis des dossiers à l'Intendance et à la Préfecture, pour détruire aujourd'hui même les planches⁴⁰.

- 48 Susan Cherniak avait attiré l'attention sur le fait que le souci lettré de transmettre un texte parfait s'inscrivait dans la logique prestigieuse de la transmission des textes anciens⁴¹. Il est possible, écrivait-elle, que la plus grande diffusion qu'assurait l'imprimé ait avivé la conscience des lettrés Song d'être les premiers à pouvoir assumer individuellement la responsabilité dont Confucius considérait qu'elle incombait à chaque homme de bien : celle de la qualité dans la transmission des textes et du savoir. Or, dans le même mouvement, cette activité savante, qui est l'expression même de la vocation lettrée à l'étude, est mise en danger par l'esprit de lucre. D'un côté, l'édition incontrôlée des écrits savants, leur reproduction sans aval de l'auteur contrarient directement la transmission intégrale du savoir. Le patient travail du lettré renvoie à un savoir et à une expertise acquis sur le long terme, au sein d'une communauté qui le qualifie : ce trait distingue manifestement l'ouvrage imprimé de référence des publications rapides et sans préparation des Maisons de livre, qui mettent en danger l'œuvre intellectuelle pour le profit. Le bénéfice tiré de la mauvaise publication est ainsi disqualifié dans ce qu'il met en danger la transmission d'une pensée, d'une tradition. Cependant, d'un autre côté, rappelle Zhu Xi, quelque peu embarrassé, « le coût de ce livre a été assez important et il est le produit de nombreux efforts », si bien que l'affaire « touche le gagne-pain de pauvres gens ». Il ne peut donc renoncer à saisir les autorités, ce qu'il s'efforce de faire en alertant ses relations dans l'espoir d'une solution susceptible de protéger son bénéfice. On s'aperçoit ainsi que les meilleurs auteurs étaient nécessairement attentifs au destin éditorial de leur œuvre pour des raisons qui lient inextricablement leurs exigences intellectuelles à l'intérêt matériel qu'ils espéraient tirer de leur travail. Les lettrés étaient donc, régulièrement sans doute, à la recherche d'un compromis acceptable pour régler cette tension. Or, répétons-le, celle-ci doit être replacée dans le contexte général d'une critique de la tentation utilitariste que le système des examens était accusé de favoriser et de développer dans l'étude de la tradition scripturaire.

- 49 Dans ces conditions, il n'est pas interdit de penser que, dès le XI^e siècle, de même que le développement du système éducatif réorientait les études vers la préparation aux examens, sésames de la fonction publique, l'intensification de la commercialisation des biens, y compris culturels, conduisit de même à repenser les tensions qui existaient entre le bénéfice tiré de l'échange par l'artisan, le marchand... ou le lettré, et l'usage même des produits échangés. Alors que le système des études conduisait certains à reléguer au

second plan l'accomplissement moral et les vertus sociales qui étaient au fondement de l'enseignement des classiques, que la production de livres ou l'enseignement privé permettait à un grand nombre de lettrés de vivre de leur talent, il devenait bien plus difficile de voir dans la recherche du bénéfice commercial une faute éthique, susceptible de perturber l'ordre social. Pour le dire autrement, la remise en cause du désintéressement absolu prôné par la tradition scripturaire ne pouvait qu'ébranler la vision éthique des rapports entre la recherche d'un bénéfice commercial et la garantie de qualité des marchandises.

- 50 En somme, dans la Chine des Song comme dans le Japon des Tokugawa, même si la fraude restait légitimement condamnable, la disponibilité nouvelle des biens provoquait un réagencement de la notion d'« authenticité », et c'est à la lumière de cette déstabilisation que nous croyons possible et souhaitable de rendre compte de la redéfinition du faux ou du contrefait et de leurs usages. Nous pouvons maintenant nous tourner successivement vers les pratiques et les représentations qui ont organisé les rapports entre le faux et l'authentique à partir de deux exemples historiques précis : les soieries défectueuses dans la Chine du Sud, à la fin du XI^e siècle, et la pharmacopée dans le Japon des XVII^e et XVIII^e siècles.

Intermédiaires et malfaçons : l'exemple de la soie

- 51 Dans son livre sur les guildes à l'époque des Song, Wei Tianan souligne que les produits de mauvaise qualité ont représenté un problème permanent pour le fisc depuis le début de l'empire. Il désigne en particulier la soie, qui servait encore sous les Tang d'étalon monétaire et de moyen de paiement. Le coupon standard, fixé par l'État, devait mesurer 2 *chi* 尺 5 *fen* 分 (environ 63 cm) de large pour 40 *chi* de long (12 m), et peser 12 *liang* 兩 (autour de 500 g)⁴². La fraude portait sur le poids, qui dépendait de la qualité des tissages plus ou moins lâches, de l'ajout excessif d'empois comme apprêt, ou bien sur la dimension des coupons.
- 52 Wei propose d'expliquer la présence permanente de ces marchandises défectueuses, et plus généralement des produits contrefaits sur les marchés urbains, par une absence de vigilance et de contrôle de la part des associations marchandes d'un côté, et par une trop grande tolérance des autorités d'un autre côté. Pour lui, il est clair que le recours croissant à des intermédiaires (*lanhu* 攬戶) a conduit à la commercialisation régulière de marchandises défectueuses. Ces intermédiaires assuraient pour le compte des autorités les prélèvements des produits fiscaux, et les contrôlaient donc. Dans la mesure où ils entendaient tirer un profit de leur ferme fiscale, ils s'efforçaient de marginaliser les associations, rendues incapables d'organiser des contrôles de qualité lors des prélèvements annuels en soie. Voici le tableau que dresse un texte de 1204, assez régulièrement cité :

Depuis ces dernières années, les soies livrées sont souvent tissées trop fin. Ces abus sont le fait des fonctionnaires en charge des perceptions qui ne sont pas assez vigilants, alors que les employés des bureaux et les intermédiaires s'accordent pour commettre des abus. Si ceux-ci sont parvenus à un accord, même si la soie est de qualité inférieure, tout ce qui est remis est accepté ; s'ils ne sont pas arrivés à s'entendre, quand bien même la soie est de qualité supérieure, tous les moyens sont bons pour la barrer. Soit ils oppriment les foyers producteurs qui ont à souffrir de leur refus, soit ils oppriment les intermédiaires dont ensuite il leur est possible de contrôler le pouvoir. Les intermédiaires paient au prix fort [le droit] de prélever

dans la population, car la moitié sert à acheter les employés. Si les employés tirent l'essentiel de leurs revenus des versements que les producteurs font eux-mêmes, ils ont avantage à s'arranger avec les intermédiaires pour réaliser des profits crapuleux⁴³.

- 53 Le mécanisme dénoncé ici par les autorités centrales est donc celui-ci. Les fermiers paient au prix fort les adjudications pour prélever les soieries dans la population, et une part importante de ces sommes va aux agents subalternes qui sont ainsi conduits, au gré de leurs intérêts, à choisir parmi les intermédiaires. En conséquence, les agents sont prêts à accepter le versement de produits défectueux, alors qu'ils partagent avec les fermiers, suppose-t-on, les produits de qualité que la population a pu leur céder. La solution proposée, et retenue, est d'autoriser cette dernière à verser directement les coupons sur lesquels le fonctionnaire percepteur devra apposer son nom et son titre, de façon à ce que l'échelon supérieur puisse effectuer un contrôle et punir éventuellement les responsables de la perception de soies non conformes aux standards de qualité.
- 54 Les versements fiscaux en soies resteraient donc plongés dans un désordre inhérent aux escroqueries du personnel subalterne, installé dans une connivence structurelle avec les intermédiaires. Dans un tel processus, on voit mal comment les associations pourraient exercer le moindre contrôle sur la qualité des soies. Une de leurs fonctions principales est en effet de répondre aux demandes de l'administration, ce qui les place face au même personnel subalterne, et en fait beaucoup d'intermédiaires devaient tout simplement appartenir aux associations. Personne, semble-t-il, n'avait donc intérêt à ce que les soies de qualité circulent au profit de l'administration. Tout le mérite de Wei Tianan est d'insister, de façon assez conventionnelle il est vrai, sur la figure de l'intermédiaire, dont le rôle déstabilisateur vient compliquer les rapports entre les associations et les autorités. Il est clair également que cette figure rend palpable le caractère composite de l'administration. Celle-ci ne peut être considérée comme une entité, alors que les fonctionnaires et les employés des bureaux ne partagent manifestement pas les mêmes objectifs. Le problème, cependant, est de s'interroger sur le rôle routinier tenu par ces acteurs de l'échange, que les textes présentent le plus souvent comme de redoutables filous. Ce point, qui n'intéresse pas Wei, nous semble d'autant plus important qu'au début de la dynastie, la politique relative aux prélèvements des soieries hésite apparemment entre le renforcement des interdictions et la tolérance face aux pratiques sur les marchés⁴⁴.
- 55 Plusieurs textes réglementaires attestent que sur près de soixante ans, entre 967 et 1023, l'administration s'emploie à mettre un terme par des interdictions aux fraudes des producteurs de soieries, en particulier ceux du Jiangnan 江南 et du Liang-Zhe 兩浙 dans le Sud-Est. Ces pratiques sont jugées « anciennes », « ancrées dans les mœurs depuis longtemps » par l'empereur Zhenzong 真宗 en 1003, si bien, poursuit-il devant la cour, qu'« il est à craindre que la population ne comprenne pas [les interdictions] ». Son fils, Renzong 仁宗, refuse même en 1023 de suivre son administration qui propose de prendre un nouvel édit. Constatant que les règlements sont déjà « pléthoriques », le jeune empereur demande simplement « de rappeler aux Intendances des circuits administratifs du Huainan 淮南, du Jiang-Zhe 江浙 et du Jinghu 荊湖 de proclamer solennellement leurs instructions ».
- 56 On est donc conduit à penser que les autorités ont renoncé à faire respecter à tout prix une norme absolue. Au vu des édits sur les soieries, et des discussions qui entourent la politique d'interdiction, les pouvoirs publics semblent tout simplement ne pas avoir les

moyens d'imposer cette norme. Conscient de la relative impuissance de son administration, l'Empereur est enclin à ne pas trop bouleverser les « pratiques anciennes ». Dès lors, semble-t-il, il faut plutôt penser que l'option politique sur le terrain a été sur la longue durée d'accepter des négociations régulières et des compromis avec les marchands et les intermédiaires. C'est plutôt à ce niveau local, là où se mettaient en place les achats publics et autres commutations dont l'administration avait un besoin permanent, que l'on a des chances d'éclairer le rôle routinier et indispensable des intermédiaires, alors même que tous les textes les stigmatisent comme d'avidés rapaces. Une affaire, bien connue des spécialistes⁴⁵, nous aidera à reprendre le dossier des malfaçons de la soie et des soieries en essayant d'adopter, pour une fois, le point de vue des intermédiaires.

- 57 En 1089, le préfet de Hangzhou 杭州 qui n'est autre que Su Shi 蘇軾 (1037-1101) rend compte, dans un long mémoire au trône, d'une émeute. Le texte commence par rappeler que Su, à son arrivée en poste, s'est efforcé de mettre un terme à la situation qui prévalait depuis plusieurs années, depuis que « la population s'est fait une règle de produire pongés et taffetas dont le déficit en poids est compensé par de l'apprêt végétal, avant d'effectuer ses versements au titre des achats harmonieux et de l'impôt d'été »⁴⁶. Or, le 5 septembre 1089, « plus de deux cents individus » ont envahi le siège de la préfecture après avoir mis en fuite les gardes et sont arrivés jusqu'au préfet pour lui signifier leur mécontentement. Après leur dispersion, Su Shi diligente une enquête qui révèle le nom des meneurs, « deux garçons de la famille de Yan Xun 顏異 », Yan Zhang 顏章 et Yan Yi 顏益, qu'il fait arrêter. Passés aux aveux, les deux hommes expliquent qu'ils « s'étaient vus refuser la soie ordinaire qu'ils versaient au titre des achats harmonieux, soit cinq coupons tissés », le contrôleur les ayant renvoyés car ils présentaient des dimensions insuffisantes et un déficit en poids, compensé par de l'apprêt végétal. Ils ont alors, dit Su, « molesté l'agent de vérification, et ils en sont venus à menacer, en hurlant avec les intermédiaires et plusieurs centaines de gens, le fonctionnaire qui supervisait les opérations ». Les deux individus confessent qu'ils ont chez eux « trente-sept coupons de pongés et de taffetas destinés aux achats harmonieux », et qu'il s'agit « uniquement de soie dont le déficit en poids est compensé par de l'apprêt végétal, tous ces coupons devant être versés à l'administration ». Le mémoire précise : « Puisque[Yan] Zhang avait demandé que le tarif des achats harmonieux soit d'une ligature de monnaie par coupon, il n'aurait pas dû acquérir à bas prix des soies raccourcies de la sous-préfecture de Changhua, dont le déficit en poids est compensé par de l'apprêt végétal, pour les verser à l'administration. » Su transmet, pour finir, les informations qu'il a recueillies sur le père, Yan Xun, chef « d'un foyer de premier grade » :

Xun a autrefois occupé le poste de secrétaire aux écritures. Il a été condamné à la marque infamante et à une astreinte à résidence dans la préfecture à la suite d'un pot-de-vin qu'il avait touché pour délivrer un faux certificat d'acquittement de l'impôt. Or, en peu de temps, grâce à un stratagème, il s'arrangea avec les employés et un médecin pour échapper à la peine et la faire suspendre, si bien qu'il a été relaxé. Plus tard, à la suite d'une escroquerie, qui l'avait vu mettre en gage répété son patrimoine pour obtenir du sel public, il a été condamné à la marque infamante et à une astreinte à résidence dans la préfecture de Chuzhou 滁州, mais il a, comme précédemment, échappé à la peine et l'a fait suspendre, si bien qu'il a été relaxé et est rentré chez lui.

- 58 Notons plusieurs points. Les Yan appartiennent à un riche et puissant foyer fiscal, capable de stocker de grandes quantités de soieries : 37 coupons de 12 mètres chacun auraient en principe représenté l'impôt d'environ 160 ou 170 foyers, soit peut-être 800 à 900 individus

- ⁴⁷. Ils sont en position de discuter du montant des tarifs sur les coupons et, une fois le tarif fixé, ils ont pu acheter à bas prix les coupons non réglementaires de la sous-préfecture de Changhua, voisine de la cité préfectorale. Ils apparaissent donc eux-mêmes comme des intermédiaires qui réalisent des bénéfices sur ces opérations fiscales. Enfin, leur influence sociale est manifestement importante.
- 59 Le capital social de leur père est un atout apparemment décisif. Yan Xun a précisément été un de ces « employés de bureau » qui a permis à la famille de s'enrichir. Il a dû être actif en partie durant la période des réformes qui a vu les intermédiaires jouer un rôle important, surtout après l'instauration en 1072 de l'Office des transactions marchandes (*shiyisi* 市易司) dont les réformateurs pensaient qu'il pourrait briser les monopoles des grands marchands. L'escroquerie relative au sel gagé sur le patrimoine semble en effet renvoyer à une pratique typique de l'Office. Les règlements prévoyaient que l'administration prêtait, contre une garantie personnelle, des fonds publics à des agents capables d'intervenir dans les circuits commerciaux pour lutter contre l'emprise des marchands monopoleurs⁴⁸.
- 60 Les Yan ont sous leur contrôle des centaines de gens qui semblent dépendre directement d'eux pour l'acquittement de leurs impôts : ils sélectionnent la soie que les citoyens, qui n'en produisent pas, doivent néanmoins acquitter au titre des « avances sur les achats de soieries » ; après avoir négocié les prix avec les autorités, ils tentent d'imposer leurs propres standards, y compris naturellement en confortant leur position, voire de s'enrichir.
- 61 Autrement dit, les Yan représentent l'élite fiscale avec laquelle les autorités locales ont à compter pour négocier et imposer ce que l'historiographie n'a cessé de considérer comme un impôt abusif pesant sur les fermiers et les citoyens. Le dispositif des achats harmonieux de soie, mis en place durant la première décennie du XI^e siècle, avait en effet été conçu initialement comme un prêt susceptible d'aider les campagnes à faire face à la soudure de printemps, avant de devenir un prélèvement général obligatoire⁴⁹. Par ailleurs, il est clair que Su Shi agit dans le contexte de l'après-réforme, ce qui signifie qu'il lutte idéologiquement contre le lucre et les profits, qui ont été jugés recevables, voire utiles durant la période antérieure, et qu'il cherche donc à éliminer ceux qui ont pu incarner la politique des réformes. Aux yeux du préfet, le crime de ces hommes est donc surtout d'avoir organisé la résistance aux demandes de son administration.
- 62 De ce fait, on voit se dessiner une société urbaine capable, depuis des années, de faire accepter à l'administration ses propres standards sur la soie, qu'au demeurant elle ne produit pas elle-même. Les malfaçons peuvent donc apparaître ici, dans le prolongement des ajustements du début de la dynastie, comme un contre-feu à la pression fiscale, même si les réformes des années 1070 ont renforcé la puissance bureaucratique de l'organisation administrative, plus à même de contrôler dès lors les activités sociales et économiques de la population locale. Les intermédiaires que sont les Yan dirigent l'émeute de citoyens sans doute nantis, puisqu'ils sont assujettis à payer l'impôt, mais ils sont capables de profiter de la commercialisation des bonnes soies, tout en mettant en place un système de versement fiscal de produits non conformes aux standards.
- 63 En quelque sorte, le « mauvais » produit est ici l'instrument d'ajustement que la société locale mobilise face aux pouvoirs publics. L'administration tentait en permanence d'imposer les conditions d'un échange asymétrique qui tendait à faire des marchands ses employés, soumis aux aléas de tarifs pénalisants. De ce point de vue, le coupon de soie

non conforme ressemble à ces pièces de monnaie qui étaient triées dans les années 1060 sur les marchés du Shanxi pour être classées en six catégories : les usagers convaincus d'être spoliés par les monnaies de fer imposées par les autorités depuis les années 1040 avaient hiérarchisé les pièces pour faire circuler la plupart d'entre elles, les « vraies » comme les « fausses »⁵⁰. L'émeute du 5 septembre 1089 est donc aussi à analyser comme l'« émotion » de ceux dont l'empereur Zhenzong craignait quelque quatre-vingts ans plus tôt qu'ils « ne comprennent pas les règlements ». Leur usage de « mauvais » coupons semble cependant prouver que ces citoyens avaient une nette compréhension de leurs intérêts.

Du « faux remède » à la « fausse marque »

- 64 Nous avons souligné dans l'introduction générale que, si les autorités du Japon prémoderne se souciaient bien de la conformité des produits à l'usage qui en était attendu, ainsi que de la régularité des transactions, la qualité des articles ne relevait pas en général du domaine législatif. Les dirigeants semblent avoir été plus concernés par les questions de prix et d'approvisionnement. Cependant, les édits ou ordonnances de la période d'Edo nous enseignent que pour certains produits très particuliers, les gouvernements shogunaux et seigneuriaux considéraient effectivement la fabrication de faux comme un crime.
- 65 Le premier cas, sans surprise, est celui de la monnaie, mais nous ne le traiterons pas ici, car sa production et son usage sont trop particuliers pour être seulement abordés dans les limites de cet article. Un autre produit, plus surprenant, fut l'objet de l'attention shogunale, comme en témoignent des ordonnances promulguées à plusieurs reprises pour en interdire la contrefaçon : il s'agit des remèdes (*kusuri* 薬)⁵¹. Monnaie et remèdes sont en effet, dans les lois shogunales et seigneuriales, les deux articles auxquels les caractères désignant le « faux » ou la « contrefaçon » sont le plus volontiers accolés, et parfois même, fausse monnaie et « faux médicaments » sont curieusement associés dans des édits proclamant leur interdiction⁵², ce qui indique l'importance qu'on attachait à la qualité de la pharmacopée.
- 66 On comprend bien quel problème pouvait constituer l'imitation frauduleuse d'une monnaie dans laquelle la puissance publique investissait sa souveraineté et sa légitimité, mais l'impact de la fabrication et de la circulation de médicaments contrefaits devait relever d'un autre ordre pour un régime qui, sans prétendre à un monopole sur la pharmacie, se préoccupait nécessairement de la santé de ses administrés. Quels étaient précisément ces « faux remèdes » que les autorités entendaient bannir ? La réponse est loin d'être évidente, car les textes législatifs ne sont guère explicites sur ce point. Il est fréquent que leur mention aille de pair avec une défense de commercer de la « pharmacopée toxique » (*dokuyaku* 毒薬), c'est-à-dire les poisons. Un passage d'une ordonnance publiée à l'intention des pharmaciens de la cité de Kanazawa 金沢, capitale du fief de Kaga, en 1682, par laquelle étaient proscrits tout ensemble le trafic de faux médicaments et la vente de poisons, encourageait la délation de ces crimes, « même entre collègues »⁵³. On pourrait donc en déduire que le terme de « faux médicaments » désignerait des produits de base ou mélanges potentiellement létaux, à cause de la dangerosité de certaines substances employées en pharmacie. De fait, à cause de la crainte d'un emploi criminel de la pharmacopée, la profession des apothicaires avait très tôt fait l'objet, semble-t-il, d'une surveillance des pouvoirs guerriers⁵⁴ : à Kanazawa en

tout cas, on est assuré de la présence d'une corporation des apothicaires reconnue officiellement par les autorités dès le milieu du XVII^e siècle⁵⁵. Les archives de la famille Ishiguro 石黒家/Fukuhisaya 福久屋 conservent d'ailleurs plusieurs témoignages attestant que les pharmaciens prenaient vis-à-vis des autorités des engagements concernant aussi bien la manipulation de substances dangereuses, susceptibles d'être utilisées pour l'élimination des nuisibles, que la qualité de leur marchandise. Ce point est explicitement rappelé dans un mémorandum établi par vingt-quatre pharmaciens de Kanazawa :

Il nous est défendu de faire passer des [produits] inauthentiques (*fushôshin* 不正真) pour des [produits] authentiques (*shôshin* 正真), qu'il s'agisse d'importations du continent (*tôyaku* 唐薬) ou de production japonaise (*wayaku* 和薬); et tout article sur lequel planent des doutes, quel qu'il soit, doit faire l'objet d'un examen dans le Kansai avant d'être rapporté [à Kanazawa]⁵⁶.

- 67 Un tel document nous laisse deviner ce qu'on entendait alors par « faux médicament », en le distinguant du « remède toxique » : il s'agissait de « contrefaçons », pas nécessairement mortelles, encore que potentiellement dangereuses, mais qui surtout ne contenaient pas les principes actifs attendus⁵⁷. Ce qui poussait le pouvoir guerrier à se préoccuper davantage de la qualité des remèdes que de celle de n'importe quel autre produit, par exemple le riz ou ses dérivés comme le saké, devait vraisemblablement tenir au coût des médicaments, et aussi au rôle qu'ils jouaient dans l'idéologie gouvernementale. Les remèdes commercialisés par les pharmaciens étaient en effet souvent très chers, et la tricherie sur leurs composants s'assimilait donc à la plus répugnante des escroqueries. Voici ce qu'écrivait le médecin Tachibana Haruakira 橋春暉 (1753-1805) à ce sujet :

Bien que les faux remèdes soient interdits par l'Autorité publique, il y a toujours des commerçants sans scrupules, et parmi des médicaments très coûteux, les faux sont nombreux. Même pour les plus communs, comme le ginseng, la bile d'ours (*yûtan*, 熊胆), la thériaque, ou l'*oculi cancri*⁵⁸, il est plutôt rare de ne pas tomber sur des contrefaçons. Tout le monde, lorsqu'il affronte une maladie grave, est prêt à payer très cher pour avoir ces médicaments et pouvoir les consommer, quitte à ruiner sa maison. Mais même s'il ne s'agit pas de vrais articles, rien ne l'indique, et on se ruine tout en perdant la vie : c'est vraiment le comble de la tragédie. Les contrefacteurs de remèdes sont bien les plus haïssables de tous⁵⁹.

- 68 La mise à disposition des remèdes constituait aussi une manifestation du « gouvernement bienveillant » (*jinsei* 仁政) que le shogunat ou les *daimyô* entendaient promouvoir, en se conformant aux prescriptions du confucianisme, même si on était encore très loin à l'époque d'Edo de politiques publiques de santé : à Kanazawa, mais aussi dans le fief voisin de Toyama 富山, la réputation et l'essor de la pharmacie locale avaient bénéficié de la révélation des secrets de fabrication de médicaments de la maison seigneuriale, au nom de la bienveillance des gouvernants⁶⁰.
- 69 On peut se demander toutefois par quels moyens les autorités guerrières étaient en mesure de faire appliquer un tel contrôle de la qualité de la pharmacopée en circulation. Il est bien évident qu'il n'était pas simple de vérifier la composition de remèdes élaborés dans une pharmacie ; et il restait difficile d'attribuer l'inefficacité d'une préparation à la conséquence d'une malhonnêteté, même quand le patient succombait. La vérification *a posteriori* de l'authenticité de la formule d'un médicament fabriqué par un apothicaire agréé était sans doute quasi impossible, et d'ailleurs chacun d'entre eux gardait jalousement secrètes les recettes-maison. Il fallait donc se fier à la réputation du préparateur, indissociable de celle de son remède, et éventuellement à l'avis des médecins.

- 70 Car les apothicaires ne faisaient pas que composer des médicaments : leur activité consistait avant tout dans la vente des ingrédients de base de la pharmacopée à des clients qui élaboraient ensuite leurs propres assemblages, comme les médecins, mais aussi des particuliers pour de l'automédication ou même pour vendre à leur tour leurs préparations, ce qui était parfaitement admis par les autorités et courant à cette époque. De ce fait, les textes émanant de l'autorité publique qui réglementent l'ensemble des professionnels de la pharmacie, à Kanazawa ou dans les cités shogunales, insistent beaucoup plus sur leur responsabilité en tant que marchands d'ingrédients de pharmacopée, qu'en tant que préparateurs en pharmacie. Et le terme de « faux médicament » ne visait pas non plus spécialement des mixtures élaborées par des charlatans, tant que leur dangerosité n'était pas avérée.
- 71 Le texte de Tachibana Haruakira indique en effet qu'à l'époque des Tokugawa, c'était surtout la matière première, c'est-à-dire les matériaux de base des préparations qui étaient en cause dans les édits visant les « faux remèdes » (y compris pour un composé comme la thériaque, qui devait être importée telle quelle). Ainsi que l'atteste la déclaration des pharmaciens de Kanazawa citée plus haut, l'appréciation de la valeur de la marchandise était laissée au jugement et à la responsabilité des hommes de l'art, c'est-à-dire les grossistes (*toiya* 問屋) et les grandes boutiques (*oodana* 大店) spécialisées, qui devaient s'assurer de la conformité de leurs acquisitions auprès de leurs fournisseurs du Kansai où se trouvaient les grands centres pour le commerce de gros de la pharmacopée dans l'archipel⁶¹.
- 72 Un texte daté de 1683 nous donne même des précisions sur la manière dont la vérification de certaines marchandises était effectuée⁶² : deux représentants du métier étaient envoyés dans le Kansai pour examiner certains ingrédients dont la liste était dressée avec les autorités compétentes de Kanazawa, et ils devaient donner leur accord avant que les lots ne soient expédiés dans le fief de Kaga. On apprend aussi à cette occasion que ces marchandises étaient classifiées selon leur qualité en quatre catégories : supérieure, bonne, moyenne, médiocre⁶³. En somme, la prévention de la fraude était laissée à l'éthique individuelle et collective, et à la surveillance mutuelle, des marchands eux-mêmes.
- 73 Des ordonnances shogunales un peu postérieures expliquent d'ailleurs que les transactions hors des circuits alimentés par les grossistes autorisés, comme la « vente directe de remèdes japonais récoltés dans les montagnes », rendaient difficile « le contrôle entre le vrai et le faux » (*shingi no aratame* 眞偽之改), en particulier pour distinguer les importations⁶⁴. Cette confiance accordée aux organisations professionnelles servait bien entendu leurs intérêts commerciaux, et la réaffirmation de l'obligation d'en passer par elles, édictée à plusieurs reprises par le shogunat à partir de l'ère Kyôhō 享保 (1716-1736), allait de pair avec la reconnaissance de monopoles par le pouvoir guerrier de cette époque⁶⁵. Le contrôle de la qualité par des corporations organisées sur des bases territoriales restreintes – à l'échelle d'une ville ou d'un fief – pouvait cependant sembler bien fragile, comme l'illustre l'exemple donné dans l'introduction de l'appellation d'« *ôren* de Kaga » attribuée à des marchandises venant en fait d'une province voisine d'Ôsaka 大阪. Toutefois dans ce cas, au dire de Kaiho Seiryô, les grossistes en produits pharmaceutiques du Kansai certifièrent en quelque sorte l'efficacité du produit. Par conséquent, le fait d'usurper une appellation d'origine n'était apparemment pas considéré comme une tromperie de nature à mettre sur le marché un « faux médicament », même si les auteurs de l'opération devaient à tout le moins chercher ainsi

à faire inclure leur marchandise dans les qualités « supérieures ». Cette affaire montre qu'en dépit de l'attention portée par les autorités au problème de la contrefaçon des remèdes, une certaine latitude était laissée aux professions pour ajuster leurs approvisionnements aux évolutions du marché et des productions, et aux opportunités éventuelles qu'elles offraient.

- 74 En revanche, le pouvoir guerrier savait se montrer intraitable quand la substance même d'un article de pharmacopée était en cause. Les quelques sentences qui nous ont été conservées dans les recueils jurisprudentiels montrent que faire passer par exemple de la corne de buffle pour de la corne de rhinocéros était passible des châtements les plus sévères, même si les grossistes attestaient que cela n'avait pas de conséquences graves. Un de ces fraudeurs fut une première fois exilé dans une île de relégation, avant que les juges ne se ravisent et le condamnent cette fois à mort⁶⁶.
- 75 Au premier rang des articles cités par Tachibana Haruakira comme exemples des contrefaçons mises sur le marché par des « commerçants sans scrupules », figure le ginseng. Or, cette racine faisait visiblement l'objet d'une surveillance toute particulière, à en juger par la place qu'elle tient dans les lois shogunales ou seigneuriales, sans équivalent non seulement pour un article de pharmacopée, mais même pour un produit commercialisé, en dehors du riz et de ses dérivés. Le ginseng auquel on prêtait, et on continue de prêter, les vertus tonifiantes et médicinales les plus extraordinaires, était l'un des principaux articles importés de Corée par le Japon des Tokugawa, à un prix extrêmement élevé. La réputation du ginseng et les profits qu'elle laissait espérer stimulaient l'ingéniosité des escrocs : un édit shogunal de 1685 mettait en garde la population contre du « faux ginseng » vendu à Edo, en enjoignant de dénoncer les coupables⁶⁷ ; et en 1710, un certain Maruya Shichibee 丸屋七兵衛 de Shinagawa 品川, à la sortie sud d'Edo, fut convaincu d'avoir mélangé de la racine de campanule avec du thé vert pour la faire passer pour du ginseng, ce qui lui valut la peine capitale⁶⁸.
- 76 Les suspicions envers la qualité du ginseng allaient encore s'accroître avec des tentatives pour acclimater la culture de cette racine au Japon. Un document adressé par les pharmaciens de Kanazawa aux autorités préfectorales de leur ville prouve qu'à la fin du XVII^e siècle, le « ginseng japonais » était déjà présent en quantité suffisante pour approvisionner les boutiques des apothicaires : ceux-ci demandaient l'autorisation d'en faire commerce et apparemment, ils l'obtinrent. L'argument utilisé pour convaincre les autorités était que le prix de cette production nationale était beaucoup plus abordable pour la population⁶⁹. L'arrivée de ce produit nouveau introduisait cependant un risque de fraude, car le ginseng coréen continuait à jouir d'une réputation supérieure à celui récolté au Japon, et valait donc beaucoup plus cher. Au fur et à mesure que se répandait la commercialisation du ginseng japonais, aussi bien les autorités du fief de Kaga que celles du shogunat multiplièrent les mises en garde et les mesures pour dissuader de faire passer une racine autochtone pour un article coréen.
- 77 Cette question de la distinction dans les circuits de commercialisation entre ginseng coréen et japonais s'étendait en réalité à une bonne partie de l'approvisionnement en simples ingrédients pharmaceutiques d'origine japonaise. Pourtant, comme pour le ginseng, les gouvernements shogunaux et seigneuriaux avaient aussi la volonté de développer une production locale pour alimenter les marchés de l'archipel, et faire baisser les prix des remèdes. Ce fut en particulier l'une des préoccupations du gouvernement du huitième shogun, Tokugawa Yoshimune 徳川吉宗, à une époque où les guerriers étaient de plus en plus fréquemment confrontés à de graves difficultés

financières, et où la question du prix des denrées était toujours plus cruciale pour eux. C'est pour cette raison que le gouvernement d'Edo, dans le train des réformes lancées à l'ère Kyôhō (1716-1736) pour accroître son contrôle sur l'économie et améliorer l'efficacité de son administration, chargea des savants de développer la culture de certaines plantes comme le ginseng japonais⁷⁰, et surtout institua un « office de contrôle de la pharmacopée japonaise » (*wayaku aratamesho* 和薬改処) en 1721.

- 78 L'autorisation préalable de cet organisme, établi dans les grandes villes shogunales, était nécessaire pour que les grossistes mettent les produits en circulation. Toutefois, son fonctionnement reposait largement sur les organisations professionnelles de la pharmacie qui fournissaient les experts, et assuraient comme auparavant la surveillance des mouvements de marchandises. Autant dire que ce dispositif ne pouvait pas davantage entraver les contrefaçons, et d'ailleurs, l'office de contrôle de la pharmacopée japonaise disparut en 1738. En dépit de rappels spécifiques dans les ordonnances du pouvoir seigneurial, la surveillance de la qualité des produits pharmaceutiques et la circulation de contrefaçons semblent donc avoir correspondu en gros aux modalités de contrôle des produits via les organisations professionnelles qui se mirent en place au cours des XVII^e et XVIII^e siècles. Ce système de surveillance put aboutir dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, durant le gouvernement de Tanuma Okitsugu 田沼意次 (1720-1788), à l'imposition de monopoles pour tel ou tel type particulier d'ingrédient de pharmacopée, comme le ginseng ; mais le pouvoir shogunal de cette époque, réputé pour sa corruption sans frein, semble surtout avoir voulu tirer lui-même bénéfice de la multiplication des exclusivités commerciales.
- 79 Le système de contrôle confié aux marchands établissait une forme de contrat avec l'autorité publique, dont la contrepartie devait être la protection tacite ou ouverte accordée par cette dernière aux commerçants établis. Mais cette collaboration restait conditionnée au maintien d'un approvisionnement de qualité à un prix jugé raisonnable, et la menace de la reconnaissance de l'établissement de concurrents pouvait donc constituer un moyen de pression : c'est de cette manière que fut obtenu à Kanazawa un accord sur les prix en 1683⁷¹. Toutefois, une affaire relatée dans les archives de la maison Ishiguro de Kanazawa nous donne une bonne illustration de la manière dont une pharmacie influente pouvait user de l'argument de l'« authenticité » pour s'assurer une exclusivité de fabrication d'un produit⁷².
- 80 En 1691, Fukuhisaya 福久屋 (Ishiguro 石黒) Shin'emon 新右衛門, pharmacien de Kanazawa, apprit qu'un individu nommé Ônoya Chûemon 大野屋忠右衛門, locataire dans les quartiers bourgeois, avait accroché une enseigne portant le nom d'un médicament, le « remède noir de Yamada » (*Yamada kokuyaku*, 山田黒薬), que lui-même fabriquait dans son officine. Or, ce « remède noir de Yamada » appartenait à une catégorie particulière, celle des préparations dont la recette était autrefois détenue par les maisons guerrières, mais qui avaient été communiquées aux pharmaciens pour qu'ils en fassent commerce. L'acquisition de tels procédés de fabrication par des marchands constituait une excellente affaire : non seulement ils bénéficiaient de la réputation et du prestige du « médicament secret » (*hiyaku* 秘薬) d'un seigneur, mais de plus, cette marque de confiance d'une maison de l'aristocratie guerrière asseyait leur crédit dans la société locale.
- 81 Le « remède noir de Yamada » était apparemment un médicament destiné à combattre les hémorragies, utilisé en particulier lors des accouchements, et dont la formule était à l'origine jalousement gardée par les médecins de la maison Maeda 前田家. Le fondateur de la pharmacie Ishiguro-Fukuhisaya, grâce à ses liens privilégiés avec de familles des

grands vassaux de Kaga, les Okumura 奥村家, avait obtenu en 1672 la cession du procédé de fabrication, sous réserve de ne pas le divulguer et d'œuvrer pour le bien commun⁷³. L'obtention de ce droit de fabriquer le remède noir fit *ipso facto* de la maison Ishiguro/Fukuhisaya des fournisseurs officiels de la haute aristocratie de la cité, et les Okumura devinrent dès lors les protecteurs de cette grande pharmacie. Mais dans le même temps, cet événement faisait de l'identité du produit un problème commercial, alors que du temps où la formule restait un secret des Maeda et de leurs médecins, la question de la concurrence et de l'authenticité ne se posait pas.

- 82 Sitôt mis au courant de l'établissement en ville d'un autre vendeur du « remède noir de Yamada », Fukuhisaya Shin'emon entreprit de lui faire décrocher son enseigne, en intervenant auprès de son entourage, mais sans succès. Shin'emon alerta aussi les organes en charge de l'administration des quartiers bourgeois, mais comme cette affaire concernait un remède pour lequel la pharmacie Fukuhisaya avait pris des engagements vis-à-vis de la maison Okumura, il alla se plaindre sans tarder auprès de ses membres.
- 83 L'un des officiers de l'entourage du protecteur de Shin'emon décida de faire mener son enquête, d'où il ressortit qu'Ônoya ne pouvait justifier la transmission de la formule du « remède noir de Yamada » par une quelconque autorité pharmaceutique ou médicale, mais prétendait le préparer selon une recette qu'il détenait. Ces explications confuses et embarrassées n'étaient guère de nature à convaincre le guerrier ; déjà du temps du père de Shin'emon, un autre individu avait tenté de vendre du « remède noir de Yamada » de sa fabrication à Kanazawa, mais il affirmait cette fois tenir la formule d'un personnage dont il avait été le « disciple », sans doute un médecin. Cela n'avait toutefois pas suffi pour assurer la légitimité de son droit à commercialiser sa préparation, car selon Shin'emon, son père avait obtenu des autorités de la ville l'assurance que personne d'autre ne pourrait commercialiser à Kanazawa un médicament du même nom, une décision sans doute d'autant plus facile à faire avaliser, qu'il était « Ancien » (*toshiyori* 年寄) de la cité, c'est-à-dire l'un des représentants officiels de sa bourgeoisie.
- 84 On remarquera que malgré cette exclusivité, les hommes de la maison Okumura tinrent quand même à aller s'informer directement auprès d'Ônoya de l'origine de son remède. Et, assez curieusement, à aucun moment la question de l'efficacité du prétendu « remède noir de Yamada » mis en vente par cet individu n'entra en ligne de compte dans les réclamations de Shin'emon, pas plus que dans le rapport des officiers de la maison Okumura. Autrement dit, il n'est nulle part fait mention de la possibilité que ce « remède noir de Yamada » ait pu être assimilé à un « faux médicament », sans aucun principe actif. Il arrivait à l'époque d'Edo que des médicaments produits dans des régions différentes et par des spécialistes distincts, portent le même nom ; c'est en tout cas avéré pour la « pilule de corne de rhinocéros » (*usaien* 烏犀圓), pourtant un autre des « médicaments secrets » anciennement détenu par la maison Maeda et confectionné à Kanazawa par les Ishiguro, mais qui était aussi fabriqué ailleurs, et même par Tokugawa Ieyasu en personne, paraît-il. La transmission d'une formule du « remède noir de Yamada » par un autre vecteur que l'entourage des seigneurs Maeda n'était donc pas absolument à écarter.
- 85 Les Ishiguro se retranchaient derrière deux arguments irréfutables selon eux, qui garantissaient leur exclusivité sur ce médicament. Tout d'abord leur lien avec la maison Okumura, et le secret que ces derniers leur avaient fait jurer, une condition que l'on retrouve pour d'autres « médicaments secrets ». L'autre preuve résidait dans la détention d'un document décrivant la formule authentique du remède, et les représentants des Okumura sommèrent également Ônoya de le produire. Ainsi les conceptions qui fondaient

les prétentions à l'authenticité, et par conséquent à l'efficacité du remède, combinaient-elles des éléments de plusieurs ordres : la transmission « secrète », nimbant le produit d'un mystère qui contribuait à sa réputation, mais qui le rendait authentifiable par les seuls acteurs de la chaîne de transmission, maître et disciple, patron et successeur ; et d'autre part, la formule donnant la composition exacte, garante de son intangibilité contre toutes les défaillances humaines, et vérifiable par des experts. En outre, le statut de « fournisseur du seigneur » (*goyô* 御用), et le serment qui engageait aussi les Okumura (garants de la bonne conduite des Ishiguro devant les seigneurs Maeda), constituèrent aussi des arguments déterminants pour impliquer la haute aristocratie guerrière dans cette affaire.

- 86 Finalement, les Okumura réaffirmèrent sans surprise le droit exclusif des Ishiguro-Fukuhisaya de fabriquer et mettre en vente le « remède noir de Yamada » à Kanazawa. Toutefois, ils n'interdirent pas au contrevenant de cesser de commercialiser sa préparation ; les officiers de la maison Okumura lui enjoignirent en revanche d'effacer le nom de « Yamada » de son enseigne, pour ne conserver que « remède noir », un arrangement qui convenait apparemment à Shin'emon. Ônoya préféra cependant retirer toute l'inscription, et quelques jours plus tard, les préfets de la ville annonçaient à Shin'emon qu'on ferait savoir à tous les responsables de quartier que mis à part lui, aucun autre marchand n'était autorisé à afficher dans sa boutique le nom du « remède noir de Yamada ».
- 87 Ce qui était en cause, comme le montre l'accord de Shin'emon pour effacer le seul nom « Yamada », c'était donc bien l'appellation du médicament. En parvenant à s'en réserver l'exclusivité, les Fukuhisaya avaient donc créé une sorte d'ancêtre de la marque déposée : dès lors, toute autre préparation prétendant au nom de « remède noir de Yamada » devenait *ipso facto*, quelle que soit sa composition et par seule distinction légale, une contrefaçon au sens actuel du terme, interdite à la vente sous cette appellation, du moins dans la capitale des seigneurs Maeda. Puisqu'à aucun moment le terme de « faux » remède n'est employé dans le texte, la discrimination entre l'authentique et l'inauthentique était dans ce cas établie pas la loi, en dehors de toute considération sur les principes actifs du produit. D'ailleurs, la composition du remède ne pouvait que difficilement entrer en ligne de compte, puisque la garantie du respect de la juste formule était censée reposer sur l'héritage du « secret » de fabrication au sein d'un lignage.
- 88 Les motifs fondant l'exclusivité des Ishiguro sur le remède noir de Yamada dessinent l'image familière d'une société prémoderne : transmission d'un secret au sein d'une maison, protection seigneuriale pour ses marchands attitrés. Une fois de plus, on voit donc ici que, avant même le respect de la qualité globale des marchandises engageant l'organisation corporative, la transmission familiale, à la base de l'« identité » de la maison artisanale ou marchande, était aussi considérée comme un fondement éthique indispensable, tout à fait recevable pour établir un critère discriminatoire d'authenticité et fonder un dispositif légal visant à protéger les fabricants ou commerçants. L'argument du secret comme facteur de légitimité survit d'ailleurs dans nos sociétés contemporaines, avec l'usage et l'abus des mentions « de tradition », suggérant une transmission ininterrompue des procédés d'élaboration depuis leur découverte. Quant à la place de « fournisseur attitré », elle protégeait jusqu'à un certain point l'artisan tout en assurant le renom de ses produits : si la réputation d'institutions nobiliaires ou religieuses était engagée sous une forme ou sous une autre dans un article commercial (par exemple au titre de la transmission d'une méthode de confection, ou de la reconnaissance de

l'excellence d'un produit), il devenait possible de les impliquer dans la défense d'un privilège de fabrication et de distribution, et d'user de leur influence sur les autorités guerrières pour l'imposer.

- 89 Bien sûr, dans le cas des Ishiguro, la protection des autorités ne s'étendait guère au-delà des limites d'une cité, et elle se rattachait encore par bien des aspects aux privilèges dont bénéficiaient des marchands ou artisans qui jouissaient de la faveur des classes dirigeantes. Mais l'affaire du « remède noir de Yamada » est aussi à replacer dans un contexte socio-économique précis : les producteurs et les marchands tendaient à incorporer la réputation d'un produit dans un nom générique identifiant un type de production, en faisant ainsi les premiers pas en direction de la marque au sens moderne du mot. La pharmacie ne pouvait qu'être à la pointe de cette tendance, du fait des espoirs mis dans l'efficacité du produit qui faisait la réputation de chaque fabricant en particulier. Il semble bien, par exemple, que les plus célèbres remèdes de Kaga aient été mis en vente dans le Kansai dès la fin du XVII^e siècle : la réputation d'un médicament, portée par l'essor des échanges, se mit ainsi à couvrir des zones bien plus vastes que sa région d'origine, et l'identification du producteur ainsi que celle du procédé de fabrication à travers une appellation commençaient à prendre sens pour une clientèle de plus en plus étendue.
- 90 Ce phénomène est particulièrement repérable à partir de la fin du XVIII^e siècle dans les progrès de la publicité par exemple, ou encore dans les efforts de certains producteurs ou distributeurs pour rendre identifiables leurs articles par des signes visuels distinctifs (*shirushi*, in 印, des dérivés de blasons ou de sceaux, ancêtres de nos « logos »). Cette réalité atteste que désormais le circuit de commercialisation était suffisamment maîtrisé et stabilisé. Ce fut le cas en particulier assez tôt pour le saké, et l'effet fut de susciter la multiplication des appellations contrefaites, portée par l'essor de la production à la fin de période d'Edo⁷⁴. Les fabricants de la zone du Chûgoku ou des environs d'Edo n'hésitaient pas par exemple, à laisser vendre leurs alcools sous des appellations du Kansai⁷⁵. D'autre part, les grossistes qui tenaient les marchés, en dépit de leurs vertueuses dénonciations des faux produits, n'étaient certainement pas eux-mêmes étrangers à la multiplication des contrefaçons. Dans le cas de l'ôren de Kaga, ce ne sont pas vraiment les producteurs de Tanba qui s'étaient abusivement approprié l'appellation, mais bien les grossistes en pharmacopée des grandes places shogunales ; ces derniers vendaient sous ce nom une marchandise toute différente en profitant de leur position d'intermédiaires obligés et d'experts reconnus par le pouvoir shogunal. Car celui-ci affecta apparemment de traiter ces affaires comme des problèmes exclusivement internes aux organisations marchandes, et il fallut attendre la modernisation de l'archipel sous l'influence occidentale pour que la législation se posât le problème des droits du producteur à protéger ses articles des imitations.
- 91 Cet essor des marques était censé assurer le consommateur d'un certain nombre de qualités propres à l'article et constituait en soi un argument publicitaire : un des cas les plus célèbres, digne des trouvailles de César Birotteau, reste celui de « l'eau d'Edo » (*edo no mizu* 江戸の水), censée avoir d'excellentes vertus comme démaquillant et passée à la postérité au début du XIX^e siècle, surtout grâce au génie du marketing de l'écrivain comique Shikitei Sanba (1776-1822)⁷⁶. Ce nouvel environnement commercial faisait dès lors sortir la « signature » de son rôle d'identification de l'artisan/artiste, quand seule une clientèle de privilégiés était en mesure, grâce à sa richesse ou sa position sociale, de consommer ses produits et de lui demander des comptes sur la qualité de sa production.

La marque était désormais devenue un argument de vente de masse et un élément clef de la valeur ajoutée, mais ouvrait aussi la voie à des définitions nouvelles de la fraude et de la contrefaçon.

Conclusion

- 92 En dépit de l'éloignement historique et des différences entre la Chine bureaucratique des Song et le Japon militarisé des Tokugawa, de l'écart des niveaux de consommation dans les deux sociétés, notre approche comparative a trouvé sa première justification dans la tension qui existait entre le dynamisme économique et commercial de chacune des deux sociétés et l'encadrement des échanges, qui se construisait sur des représentations économiques et un socle juridique communs.
- 93 Cet article confirme, est-il besoin de le redire, les différences considérables qui séparent nos propres définitions des produits faux ou de la contrefaçon de celles des sociétés préindustrielles. Fondamentalement, le critère d'authenticité d'un produit, dans la Chine des Song comme dans le Japon des Tokugawa, semble avoir répondu à deux exigences principales : son adéquation à l'usage qui en était attendu, et sa conformité à des normes et standards définis par les autorités, soucieuses surtout de garantir la régularité et la qualité des approvisionnements sur les marchés en assurant la justesse des échanges.
- 94 Toutefois, quel qu'ait pu être leur degré apparent de précision, les prescriptions réglementaires se heurtaient à la difficulté structurelle qu'éprouvaient les organes administratifs à exercer leurs contrôles : étant elles-mêmes de plus en plus contraintes de s'approvisionner sur les marchés, les autorités devaient nécessairement s'en remettre à des intermédiaires et à des organisations professionnelles dont elles reconnaissaient la légitimité. La puissance publique était désormais un consommateur puissant, porteur d'une demande forte et constante, ce qui impliquait, d'une part, qu'elle était en position d'imposer une forte asymétrie dans les échanges et, d'autre part, qu'elle devait accepter, souvent dans son propre intérêt, un espace de négociation avec ces groupements. C'est dans ce cadre de négociation que les autorités acceptaient la circulation de certains produits contrefaits, toléraient la fraude et admettaient qu'existât une marge d'imperfection ou d'incertitude dans la nature des produits. Ces phénomènes apparaissent ainsi comme une forme d'ajustement entre les exigences et les intérêts permanents de la puissance publique et les intérêts, voire les capacités, des groupements de producteurs et de distributeurs, ou les besoins des autres consommateurs. Les autorités administratives, dont la vocation restait de veiller à l'ordre public sur les marchés, pouvaient également voir dans ce cadre de négociation avec les groupements et cette logique d'ajustement le moyen de limiter strictement leur intervention aux effets les plus négatifs que pouvait avoir dans les transactions la mauvaise qualité ou l'origine douteuse des marchandises. On est conduit à penser, en fait, que cette implication limitée dans la répression des contrefaçons ne pouvait que perdurer tant que le pouvoir politique lui-même ne décidait pas de prendre en main la production, dans le cadre, par exemple, de politiques mercantilistes.
- 95 La difficulté d'établir des critères contraignants portant sur la qualité des produits, et plus encore de les faire respecter, tendait nécessairement à confier aux groupements de producteurs et de distributeurs une part importante de la responsabilité de déterminer les pratiques licites. Cependant, l'étude croisée a mis en évidence que, dans ces sociétés marquées par l'émergence de nouvelles valeurs économiques, la perception du vrai et de

son altération demeurait, plus encore qu'un problème de produit et de normes, une question morale relevant des notions plus larges de l'honnêteté du marchand et de la lutte contre les fausses valeurs sociales. Autrement dit, la responsabilité éthique des individus est restée au centre des préoccupations de l'autorité publique. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, les exigences morales formulées régulièrement par les hommes au pouvoir ou par leurs conseillers ne renvoyaient pas seulement à une manifestation de défiance vis-à-vis des activités des marchands, voire à la volonté de les réprimer : ce discours restait la marque d'une reconnaissance permanente de la dimension éthique des relations entre les hommes, et de la nécessité de fonder les transactions commerciales, de plus en plus prégnantes, sur des valeurs de confiance et de droiture.

- 96 Cette situation reflète bien entendu un certain état des rapports entre production, distribution et consommation. De ce point de vue, les différences entre nos deux terrains ressurgissent clairement. Les normes, les classements et les critères définis par la bureaucratie des Song traduisaient les désirs et les besoins de classes dirigeantes qui étaient seulement en position d'exercer leur mainmise directe sur une faible proportion des producteurs. Ceux-ci, de leur côté, vendaient une part croissante de leurs produits à des intermédiaires commerciaux qui étaient susceptibles de les écouler sur des marchés parfois très éloignés. La spécialisation régionale, sur laquelle certains historiens ont beaucoup insisté⁷⁷, signale que les producteurs et les consommateurs d'une gamme importante de produits s'éloignaient de plus en plus les uns des autres alors que les intermédiaires commerciaux se multipliaient : le producteur, en réalité, pouvait ne plus être directement concerné par la consommation finale de la marchandise. En d'autres termes, même sous les apparences du strict contrôle bureaucratique, la segmentation grandissante de la chaîne de distribution et l'instabilité ainsi induite tendaient à distendre les rapports entre les consommateurs et les producteurs, et les nouvelles formes de distribution ouvraient inévitablement des espaces à la fraude et à la contrefaçon.
- 97 Dans le Japon des Tokugawa, la surveillance des autorités sur le commerce a pris des formes apparemment bien différentes de celles des dynasties chinoises. Les régimes guerriers, qu'il s'agisse du shogunat ou des fiefs, n'ont jamais éprouvé le besoin d'établir un corpus juridique sur la contrefaçon des produits. Un des facteurs explicatifs est sans doute le fractionnement administratif du territoire, lequel plaçait les marchands et leurs organisations face à plusieurs interlocuteurs. Dans ces conditions, la définition de la « bonne marchandise », et donc de la fraude et des falsifications, était le résultat d'un dialogue permanent, du fait des évolutions des échanges, entre les corporations et les diverses autorités guerrières consommatrices et garantes de l'ordre public. Or, celles-ci légiféraient en fonction des intérêts de leur principauté, alors même qu'elles étaient souvent placées dans une logique de concurrence entre elles. Dans ces conditions, jusqu'à la modernisation du pays, le souci de la « qualité » des marchandises ne semble pas avoir été primordial aux yeux de ces diverses autorités : celles-ci restaient surtout préoccupées par les prix et la sécurité des approvisionnements. Mais il n'est pas interdit de penser qu'un autre facteur susceptible d'expliquer cette indifférence a été la rémanence de l'arsenal conceptuel sur l'« authenticité » du produit, fondé sur la référence continue à la tradition scripturaire qu'utilisaient les administrateurs de la Chine impériale eux-mêmes.
- 98 Cet arrière-plan intellectuel nous ramène à notre comparaison sans pour autant, c'est notre conviction, nous inciter à construire la genèse d'un « concept du faux » qui serait

commun à l'Asie orientale. Il faut néanmoins admettre que la conception éthique des relations sociales, l'hégémonie des valeurs de désintéressement, ont sans doute longtemps contribué à occulter la complexification des activités commerciales et à limiter ainsi les conditions de l'action sur l'autonomie que prenait le produit vis-à-vis du producteur et du marchand. Il a fallu attendre que le développement des échanges aigüise la concurrence, accroisse les quantités de marchandises et leurs aires de distribution, en intégrant de plus en plus organiquement la production dans les circuits de commercialisation, bref que la société de subsistance plus ou moins administrée laisse place à une société d'échanges, pour que cette vision s'efface progressivement et que la notion d'authenticité se modifie. Celle-ci a alors commencé à traduire le souci nouveau des producteurs et surtout des distributeurs d'affirmer, à travers la marque ou l'appellation d'origine, l'excellence de leurs articles par rapport à ceux de leurs concurrents sur les marchés. C'est cette volonté de distinction qui a engendré la perception actuelle des effets pervers du faux et du produit contrefait. Dénoncer les « faux produits » ne visait plus seulement dès lors la protection du consommateur, mais aussi celle des profits du producteur ou du distributeur.

NOTES

1. Nous tenons à remercier très sincèrement Alessandro Stanziani ainsi que les deux lecteurs anonymes de la revue pour les questions et remarques dont ils ont fait bénéficier notre travail. Par ailleurs, Christian Lamouroux a eu l'occasion de présenter la partie de cet article relative à la Chine dans le cadre du séminaire « About rules and standards : Defining the validity of works and its products », que Dagmar Schäfer a organisé dans le cadre de son groupe de recherche à l'Institut Max-Planck de Berlin en janvier 2010. Il tient à remercier les participants de ce séminaire pour leurs remarques. Ces différentes lectures des versions précédentes de cet article nous ont ainsi permis de préciser notre pensée et d'assurer plus fermement notre démarche comparative.
2. La littérature sur le sujet est immense. On peut toujours se reporter à la dernière édition de Jacques Gernet, *Le Monde chinois*, Paris, Armand Colin, 1999 (4^e édition rev. et corr. ; 1^{re} éd., 1972), et à Francine Hérail, *Histoire du Japon — Des origines à la fin de Meiji*, Paris, Publications orientalistes de France, 1996.
3. Cette citation de 1929 est fréquemment reprise aujourd'hui par les historiens chinois. Voir Zhi Zhenfeng, « Qiantan riben de "Yang lao hu ling" », in <http://www.law-culture.com/showNews.asp?id=14936>, article de 2002 consulté le 8/04/2009.
4. Notons que *nise* est une forme factitive substantivée du verbe *niru* (« ressembler ») : à l'origine, *nise* c'est « faire ressembler », et donc « imiter ». L'idée de falsification est ainsi rattachée en japonais au champ sémantique de « l'imitation ».
5. À titre d'exemple, une enquête sur la céramique de Longquan, une production majeure sous les Song, révèle qu'en 1937 la production dans les différents fours familiaux des villages de montagne était encore classée parmi les métiers des transporteurs-intermédiaires (*yahang zhuanyun ye* 牙行转运业), voir Guo Xintian, « Minguo shiqi longquan gong-shangye », cité par Lü Hong, « Xian-dangdai longquan ciye zuzhi wenhua kaojiu », communication inédite,

« Professional Cultures and the Transmission of Professional Knowledge », conférence internationale, Pékin, Université Normale de Pékin, 27-29 octobre 2008.

6. Changsun Wuji, *Tang lǚ shuyi* [édition Liu Junwen], Pékin, Zhonghua shuju, 1983, p. 497-498.

7. *Tang lǚ shuyi*, p. 498.

8. Sur l'ensemble des règlements régissant l'organisation du travail dans les ateliers publics des Song, cf. Xu Dongsheng, « Songdai guanying shougongye ding'e guanli zhidu shulun », *Xiamen daxue xuebao*, 2 (2002), p. 102-108.

9. Nous reprenons en la précisant la traduction d'Édouard Biot, *Le Tcheou-li, ou rites des Tcheou*, tome 1, Paris, Imprimerie nationale, 1851, réimpression par Ch'eng Wen Publishing Co, Taipei, 1975, p. 321.

10. *Tang lǚ shuyi*, p. 498.

11. Il ne semble pas pertinent de traduire ici *ben* 本 par « capital », son sens premier. Le contexte incite à comprendre le terme dans l'acception qu'il a d'ailleurs dans l'expression moderne *chengben* 成本, « prix de revient ».

12. Xu Song, *Song huiyao jigao* [Compendium des documents administratifs des Song], Taipei, Xinwenfeng chuban gongsi, 1976 (rééd. de Peiping tushuguan, 1936), « *Shihuo* » (désormais *SHY. SH*) 55/17.

13. La discussion a été lancée par Fu Zhufu qui conteste toute comparaison avec les guildes du Moyen Âge occidental, cf. Fu Zhufu, *Zhongguo jingji shi luncong*, Pékin, Shenghuo-Dushu-Xinzhishanlian shudian, 1980, p. 411-442.

14. Wei Tianan, *Songdai hanghui zhidu shi*, Pékin, Dongfang chubanshe, 1997.

15. Liang Gengyao, « Du "Minggong shupan Qingming ji" lun Nan-Song shangren suo shou guanfu de kunrao — yi guanfu kepei yu guanyuan maiwu weizhu », in *Songdai guanzhen yanjiuhui, Songdai shehui yu falü : "Minggong shupan qingming ji" taolun*, Taipei, Dongda tushu, 2001, p. 267-294.

16. Liang cite le traité sur les « transactions commerciales » (*shiyi* 市易) de l'histoire officielle, le *Songshi*, Pékin, Zhonghua shuju, 1977, j. 186, p. 4555.

17. Pour un panorama rapide des organismes monopolistiques mis en place par les fiefs de l'archipel pour promouvoir des spécialités locales, cf. Yoshinaga Akira, *Kinsei no senbai seido*, Tokyo, Yoshikawa kôbunkan, 1973. Cet ouvrage donne une idée de l'implication générale des gouvernements seigneuriaux dans la production de cette époque. Malheureusement, les études s'intéressant aux éventuelles répercussions de ces politiques sur l'établissement de normes de qualités restent à faire.

18. Les *za* ou « guildes » désignèrent au Moyen Âge les organisations professionnelles qui dominaient l'artisanat, les marchés et les échanges commerciaux. Elles disparurent avec l'avènement de la société prémoderne japonaise, au tournant des *xvi^e* et *xvii^e* siècles. L'appellation subsista cependant sous le régime des Tokugawa pour désigner des organisations professionnelles auxquelles les pouvoirs seigneuriaux reconnaissaient des droits de monopole et d'exclusivité sur leurs services ou leurs produits : c'était le cas, par exemple, des hôtels de la monnaie, mais aussi, selon les endroits, d'associations qui fournissaient des denrées alimentaires.

19. Cf. *O furegaki Kanpô shûsei*, Iwanami shoten, Tokyo, 1937, rep. 1997.

20. Les douze sites membres de la « corporation des brasseurs des douze communes » (*jûnigô shûzô nakama* 十二郷酒造仲間) étaient : Ôsaka, Denpô, Kitazai, Ikeda, Itami, Amagasaki, Nishinomiya, Imazu, Kaminada, Shimonada, Hyôgo, Sakai.

21. Archives de la maison Hakukanô, Tenpô 3/12, « Shinki shûzô kabu o-torishimari kokoroekata oosewataruru o-ukegaki », in *Hakuson nu hyaku san jû nen no ayumi, Hakuson komonjo shiryôshû*, Hakuson shûzô, Kôbe, 1977.

22. *Ibid.*

23. Cf. le *Recueil raisonné de jurisprudence shogunale* [*Oshioki reiruishû*], conservé à la bibliothèque de la Diète. L'historiographie reste avant tout intéressée par la justice criminelle, alors que de telles

affaires relevaient plutôt de litiges commerciaux et donc d'autres juridictions, quand elles n'étaient pas réglées par les milieux professionnels eux-mêmes. Par ailleurs, on doit également se souvenir qu'une grande partie des archives judiciaires du shogunat, en particulier celles de la Préfecture des comptes compétente dans les affaires civiles et commerciales, ont disparu en 1923, lors du grand tremblement de terre qui a frappé le Kantô.

24. Toutefois, on remarque aussi que la reconnaissance officielle d'une expertise n'impliquait pas nécessairement d'accéder au sommet des hiérarchies d'une activité professionnelle ou d'un statut. Ainsi, dans l'hôtel de la monnaie (*ginza* 銀座) de la ville de Kanazawa, chargé en particulier de détecter les falsifications, les experts (*kanemi* 銀見) n'occupaient que le second rang de la hiérarchie de l'organisme, alors qu'ils y exerçaient leur principale activité professionnelle. Leurs supérieurs étaient des notables de la bourgeoisie qui, à l'origine, n'avaient pas forcément de compétence particulière pour exercer cette charge, mais étaient nommés par le pouvoir seigneurial à ce poste de haute responsabilité à cause de leur rang. Le crédit social des marchands ou des artisans reposait donc sur leur capacité à expertiser les articles, mais sans se limiter naturellement à ce seul aspect.

25. SHY. SH 37/11.

26. Wang Cun, *Yuanfeng jiuyu zhi*, Pékin, Zhonghua shuju, 1984.

27. On trouve un exemple de ces propositions dans un texte de Xia Song (985-1051), « Jian shanggu ce » [Essai pour abaisser les marchands], *Quan Song Wen* [Prose complète des Song], Chengdu, Ba-Shu shushe, vol. 9, p. 48-49. Ce texte est traduit en partie dans Christian Lamouroux, « Commerce et bureaucratie – Les intermédiaires commerciaux dans la Chine des Song (X^e-XII^e siècles) », *Études rurales* 161-162 (2002), p. 183-213.

28. Comme l'a fait remarquer Daniel Roche à propos de la société d'Ancien Régime, il est vraisemblable que de telles lois somptuaires, plutôt que de susciter d'hypothétiques poursuites judiciaires, avaient en réalité pour but d'affirmer les hiérarchies et les statuts, et surtout le prestige, qui s'attachaient à la consommation de certains articles. Cf. Daniel Roche, *La Culture des apparences*, Paris, Seuil, 1991.

29. Satô Nobuhiro, *Keizai yôroku*, Tokyo, Iwanami Bunko, 1928.

30. Kaiho Seiryô, *Keikodan* [Leçons à tirer du passé], in *Nihon shisô taikei Honda Toshiaki, Kaiho Seiryô* (Collection « La pensée japonaise » : Honda Toshiaki et Kaiho Seiryô), Tokyo, Iwanami shoten, 1970, p. 262.

31. Shi Decao, *Beichuang zhiguo lu* [Notes des propos répandus depuis la fenêtre du Nord], éd. Siku quanshu, j. 1, 3b-4a. Cité par Wei Tianan, *op. cit.* Le grémil (*Lithospermum*) serait diurétique et dissoudrait les calculs biliaires et urinaires, il soignerait également les rhumatismes et la goutte ; sa racine macérée aurait été utilisée comme contraceptif. Cette racine contient un pigment rouge vif qui devait intéresser Tao le teinturier. Cf. http://www.passeportsante.net/fr/Solutions/HerbierMedicinal/Plante.aspx?doc=gremil_hm, consulté le 29/04/ 2009.

32. Sur cette question des intermédiaires sous les Song, cf. Christian Lamouroux, « Commerce et bureaucratie », art. cité.

33. Jiang Shaoyu, *Shishi leiyuan*, éd. Siku quanshu, *juan* 61, p. 7a. Cité par Wei Tianan, *op. cit.*

34. Avec l'accroissement de la production de dérivés de soja dans le Kantô au début du XIX^e siècle, Hayashi Reiko signale des protestations de grossistes en *shôyu* (sauce de soja) visant à empêcher les fausses appellations ou les contrefaçons de nuire à leur commerce. Ce problème était apparemment très lié au développement de la fabrication de la sauce de soja dans les provinces proches d'Edo, qui aboutit à la création d'une nouvelle corporation de producteurs en 1825. Pour les autorités d'Edo, l'« authenticité » du produit se confondait, semble-t-il, avec la transaction licite, au sein d'une organisation censée garantir le respect d'une certaine qualité. Cf. Hayashi Reiko, *Nihon no kinsei 5 shônin no katsudô*, Tokyo, Chûô kôron, 1992, p. 287.

35. Sur Shi Decao et son recueil de notes, cf. Sun Xu, « *Beichuang zhiguo lu* de zuozhe, banben yu jiazhi », *Anhui shifan daxue xuebao* 35/1 (2007), p. 76-80. Sun souligne que l'ouvrage était tenu en

haute estime par Quan Zuwang (1705-1755) dans sa quête des données historiques susceptibles de soutenir le développement de la critique textuelle.

36. Sur la critique par Zhu Xi des fausses valeurs éthiques et des tendances à privilégier la réussite aux examens au détriment de la formation morale, cf. Peter K. Bol, « Chu Hsi's Redefinition of Literati Learning », in William Theodore De Bary & John W. Chaffee, *Neo-Confucian Education : The Formative Stage*, Berkeley (al.), 1989, p. 151-185 ; plus généralement son livre, « *This culture of ours* ». *Intellectual Transitions in T'ang and Sung China*, Stanford, 1992.

37. Feng Nianhua, « Daoban dui Songdai banquan baohu xianxiang de yingxiang », in *Tushuguan gongzuo yu yanjiu*, 2006/3, p. 63-65. Ce court article propose une liste utile de ce que les auteurs Song et les maisons d'édition (*shufang* ou *shupu*) percevaient comme malversations : gravure d'un ouvrage sans autorisation de l'auteur ; modifications apportées au contenu d'une œuvre originale lors d'une reproduction ; ajouts au contenu d'une œuvre originale lors d'une réédition ; modification du titre initial d'un livre ; utilisation mensongère du nom d'un auteur réputé pour accroître les ventes. Sur la culture du livre sous les Song, parmi des études de plus en plus nombreuses on se rapportera à Jean-Pierre Drège, « Des effets de l'imprimerie en Chine sous la dynastie des Song », *Journal Asiatique*, 282/2 (1994), p. 409-442, et à Lucille Chia : *Printing for Profit : The Commercial Publishers of Jianyang, Song-Ming (960-1644)*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 2003.

38. On trouve une description de cette réalité pour une période bien postérieure dans le livre de Pierre-Henri Durand, *Lettrés et pouvoirs — Un procès littéraire dans la Chine impériale*, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1991.

39. Zhu Xi, *Huianji*, j. 33, éd. Siku quanshu, p. 31a-31b.

40. Zhang Shi, *Nanxuanji*, j. 24, éd. Siku quanshu, p. 3a. Le texte de Zhang Shi deviendra le *Kuisi mengzi shuo*, pour être distingué du premier *Mengzi jie* de Su Che.

41. Susan Cherniak, « Book Culture and Textual Transmission in Sung China », *Harvard Journal of Asiatic Studies*, 54/1 (1994), p. 5-125.

42. Tuotuo (Toghto), *Songshi*, Pékin, Zhonghua shuju, 1977, j. 175, p. 4231.

43. SHY. SH 68/17.

44. Cette politique a été abordée par Christian Lamouroux dans « Espaces du crédit et espaces riziocoles – La région du Jiang-Huai (x^e-xi^e siècles) », *T'oung Pao*, 82 (1996), p. 1-65. Les conclusions et citations sont reprises de ce travail.

45. L'affaire est par exemple citée dans la thèse d'Angela Yu-Yun Sheng, « Textile Use, Technology, and Change in Rural textile production in Song China (960-1279) », thèse inédite, Université de Pennsylvanie, 1990.

46. Toutes les citations renvoient au texte de Li Tao, *Xu zizhi tongjianchangbian* [Compilation pour faire suite au Miroir pour l'aide au gouvernement], j. 432, Pékin, Zhonghua shuju, 1978-1995, p. 10434-10436.

47. Le calcul est fait à partir du coupon standard et des quotas fiscaux de Huzhou (Zhejiang), dont Angela Yu-yun Sheng précise dans sa thèse, « Textile Use, Technology and change », (op. cit.), qu'ils sont les seuls disponibles aujourd'hui pour le milieu du xi^e siècle (cf. SHY. SH 12/15) : chaque famille devait verser entre 2,4 mètres et 3 mètres de soie ordinaire par an.

48. La littérature sur la réforme du *shiyisi* est énorme. La monographie la plus complète à ce jour est celle de Liang Gengyao, « Shiyi fa shu », in Liang Gengyao, *Songdai shehui jingji shi lunji*, vol. 1, Taipei, Yunchen wenhua, 1997, p. 104-260 (paru en 1984). Cf. également Christian Lamouroux, « Commerce et bureaucratie », art. cité.

49. La transformation des « avances » en impôt et la répartition géographique de ce nouveau prélèvement ont été étudiées par Wang Zengyu, « Songchao de hemai yu zhebo qian », *Song-Liao-Jin shi luncong*, vol. 2, Pékin, Zhonghua shuju, 1991, p. 1-47. Cf. également C. Lamouroux, « Espaces du crédit et espaces riziocoles », art. cité.

50. Cf. le mémoire de Zhang Jie, daté de 1099, in Li Tao, *Xu zizhi tongjianchangbian*, j. 512, p. 12179-12180. Cité par Gao Congming, *Songdai huobi yu huobi liutong yanjiu* [Recherches sur la monnaie et la circulation monétaire sous les Song], Baoding, Hebei daxue chubanshe, 2000.
51. Les « remèdes » (jp : *kusuri* 薬, *yakushu* 薬種) désignent à la fois l'ensemble de la pharmacopée chinoise, japonaise ou « hollandaise » (occidentale), c'est-à-dire les simples ou ingrédients divers réputés avoir une efficacité thérapeutique, ainsi que les préparations composées à partir de ces éléments de base.
52. Fonds Ishiguro, Kanazawa (désormais IGM), E5, Tenna 2/5. Une partie de cet article repose sur une étude des archives de la maison Ishiguro (une grande pharmacie qui portait à l'époque d'Edo le nom commercial de Fukuhisaya), conservées à Kanazawa. Les références seront données d'après le catalogue des documents dressés par le comité pour l'histoire de la ville de Kanazawa à la fin des années 1990.
53. IGM, E5, Tenna 2 (1682)/5.
54. On rapporte le cas d'un pharmacien de Kanazawa brûlé vif en 1614 avec toute sa maisonnée, parce qu'il avait laissé sortir de son officine un poison employé par un tiers pour commettre un meurtre. Cf. Miura Kôji, *Kaga-han no hiyaku*, Kanazawa, Dôkan kôkai, 1969, p. 42.
55. IGM, E5, Shôhō 3/2/7 et IGM C4. L'existence d'une structure corporative est attestée en 1645. Pour le shogunat, une ordonnance de 1666 interdit les « guildes privées » des apothicaires, c'est-à-dire en fait les ententes et les cartels visant à des achats monopolistiques et provoquant des hausses de prix. Cette injonction répond à une préoccupation plus générale des autorités shogunales de cette époque, qui entendaient contrer les velléités des marchands établis d'écarter toute concurrence ; mais le même texte fait aussi référence à une « corporation des pharmaciens » qui semble déjà reconnue par les autorités. Cf. *Tokugawa kinrei-kô* 3940, Tokyo, Sôbunsha, 1959.
56. IGM, E5, (1693)/2/10.
57. Cette conception du « faux médicament » (*giyaku* 偽薬) à l'époque d'Edo expliquerait qu'à l'heure actuelle, le même terme serve pour désigner le « placebo ».
58. La thériaque est un contrepoison inventé dans l'Antiquité romaine ; l'*oculi cancri* [« yeux d'écrevisse »] est une dénomination de concrétions blanches et pierreuses qu'on trouve sous le corselet des écrevisses de rivière. Ces deux ingrédients relevaient de la « pharmacopée hollandaise », comme l'indique l'emploi de mots latins dans le texte. Signalons qu'en Europe également, la thériaque avait la réputation d'être fréquemment contrefaite.
59. Cité par Yoshioka Shin, *Edo no kigusuriya*, Tokyo, Seibô, 1994, p. 56.
60. Le fief de Toyama est célèbre au Japon pour avoir donné naissance à des organisations de colporteurs qui vendaient des remèdes à la population, en ne faisant payer que les quantités effectivement consommées. C'est la divulgation de secrets de fabrication de certaines préparations par la maison seigneuriale de Toyama qui fut, semble-t-il, à l'origine de ce succès.
61. Sur l'organisation des grossistes en pharmacie d'Osaka, cf. Watanabe Sachiko, *Kinsei Ôsaka yakushu no torihiki kôzô to shakai shûdan*, Seibundô, Ôsaka, 2006.
62. IGM, C10.
63. *Ibid.*
64. *O furegaki Kanpô shûsei*, n° 1992, Kyôhō 7 (1722), n° 1993, Kyôhō 9 (1724).
65. Le gouvernement du 8^e shogun Yoshimune (1684-1751) mit sur pied de nombreuses corporations marchandes afin de pouvoir mieux contrôler l'économie et en tirer parti ; cette politique fut encore accentuée dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, jusqu'à la dissolution des corporations décrétée en 1842.
66. Yoshioka Shin, *op. cit.*, p. 56.
67. *Tokugawa kinrei-kô*, *op. cit.*, n° 3961.
68. Yoshioka Shin, *op. cit.*, p. 56.
69. IGM, E5, (1693)/2/10.

70. On attribue souvent l'implantation du ginseng au Japon à cette politique shogunale de Yoshimune, et en particulier à l'action du médecin et naturaliste Tamura Ransui (田村藍水 1718-1776). Il est cependant certain, comme le prouvent entre autre les archives du fond Ishiguro citées plus haut, que du « ginseng japonais 和人参 » faisait l'objet de transactions dès la fin du XVII^e siècle et qu'il était rangé dans la même catégorie que le ginseng coréen, même si l'identité exacte de cette racine reste à déterminer. Cette réalité est à prendre en compte pour éclairer les motivations de Yoshimune. Il est probable en effet qu'il visait avant tout à améliorer la qualité du ginseng déjà produit au Japon, mais dont la réputation ne pouvait rivaliser avec celle des importations coréennes, fort coûteuses en monnaies d'argent.

71. IGM, C10.

72. IGM, E1, Genroku 4 (1691)/3.

73. Les Okumura faisaient partie des « huit maisons » (*hakka* 八家) des plus grands vassaux du fief de Kaga, membres du conseil seigneurial.

74. Les prospectus publicitaires imprimés en grand nombre à la fin de la période d'Edo, ou encore les enseignes des pharmaciens, mettaient parfois explicitement en garde les consommateurs contre les contrefaçons de remèdes, et plaçaient bien en évidence les mentions de la « transmission familiale » (*kaden* 家伝), du médicament « d'origine » (*ganso* 元祖) ou de la « boutique originelle » (*honten* 本店). Sur ce sujet, cf. Kusuri hakubutsukan shûzô shiryô 1, *Kusuri kanban*, 1986, Gifu, p. 24, et Kusuri hakubutsukan shûzô shiryô 2, *Kusuri kôkoku*, 1986, Gifu, p. 74.

75. Sur les « fausses marques » (似印) de saké, cf. Iwabuchi Reiji, « Edo zumi daishônin no shôzô. Basue no nakagai Takazakiya no seichô », in Saitô Yoshiyuki (ed.), *Atarashii kinseishi 3 Ichiba to minkan shakai*, Shin jinbutsu ôraisha, Tokyo, 1996, p. 135 sq. Il arrivait aussi que des producteurs ou marchands de sauce de soja s'inspirent pour leur propre marque de celles de produits plus réputés que les leurs, en élaborant des signes visuels qui prêtaient à confusion, au grand dam des victimes. Cf. Hayashi Reiko, *op. cit.*, p. 287.

76. Le fils de Sanba, Shikitei Kusanba (1812-1853), tout en continuant la carrière paternelle d'écrivain comique et de marchand spécialisé dans le commerce pharmaceutique, profita lui aussi de son savoir-faire d'amuseur pour confectionner des placards publicitaires destinés à sa propre boutique ou à satisfaire des commandes. Quelques exemples figurent dans Kusuri hakubutsukan shûzô shiryô 2, *op. cit.*

77. Shiba Yoshinobu a été l'un des premiers à insister sur cette dimension dans *Sôdai shôgyô shi kenkyû*, Tokyo, Kazama shobô, 1968. Voir également la traduction partielle de Mark Elvin, *Commerce and Society in Sung China*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1970.

RÉSUMÉS

L'article est consacré au problème des faux produits et des copies, abordé à partir de deux exemples, les soies et soieries dans la Chine des Song et les faux remèdes pharmaceutiques dans le Japon d'Edo, deux sociétés marquées par la croissance du secteur commercial entraînant de rapides changements sociaux. Notre approche s'est concentrée sur trois points : 1) le rôle des marchands et des intermédiaires dans la stabilité et la légalité des échanges ; 2) les négociations permanentes entre les organisations de marchands ou d'artisans et les autorités, dont l'objectif central restait de garantir l'ordre public ; 3) les classifications des produits de différentes qualités faites par les usagers et les consommateurs, parmi lesquels on retrouve l'administration. Les

premières conclusions indiquent que la qualité des produits dépendait principalement de deux facteurs : 1) la moralité des marchands et leur recherche de profits ; 2) les compromis issus des négociations, ce que nous avons appelé « l'échange honnête ». Enfin, la découverte de la nécessité de lutter contre la contrefaçon apparaît aussi comme le corollaire du développement des sociétés d'échanges et donc de la concurrence dans les secteurs de la production et de la distribution.

This paper is devoted to the problem of false products and copying, exemplified by substandard silk in Song China and false medicine in Edo Japan. These two societies are viewed as hallmarks of growing trade and social change. Our approach focuses on three points: 1) the impact of merchants and brokers on the stability and legality of commercial transactions; 2) the everlasting negotiations between the organizations of merchants or craftsmen and the authorities, whose main goal was to maintain public order; 3) the classifications by the users and customers, including the administration, of the products meeting various quality standards. As a first conclusion, it appears that the quality of goods mainly depended on two factors: 1) merchants' ethics and their profit orientation; 2) the compromises which emerged from the negotiations, or what we have called "l'échange honnête." Last but not least, it seems that a new concern regarding the ban on false products emerged from the development of merchant society and so was the result of economic competition in the two processes of production and circulation.

AUTEURS

GUILLAUME CARRÉ

Guillaume Carré, maître de conférences à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, est spécialiste d'histoire économique et sociale du Japon à l'époque d'Edo. Il a publié (avec Christian Lamouroux et Zeynep Yildirim) « Crises monétaires et unification politique des territoires », in *La Monnaie dévoilée par ses crises*, vol.1 : *Crises monétaires d'hier et d'aujourd'hui*, sous la direction de Bruno Thérêt. Paris, Éditions de l'EHESS, 2008, p. 165-169 ; « Stratagèmes monétaires : les crises du numéraire en métal précieux dans le Japon du XVIII^e siècle », in *La Monnaie dévoilée par ses crises*, vol. 1 : *Crises monétaires d'hier et d'aujourd'hui*, sous la direction de Bruno Thérêt. Paris, Éditions de l'EHESS, 2008, p. 233-264. URL: <http://crj.ehess.fr/document.php?id=214>

CHRISTIAN LAMOUREUX

Christian Lamouroux, ancien membre de l'École Française d'Extrême-Orient, est directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales. Spécialiste d'histoire de la formation de la bureaucratie chinoise et de l'État bureaucratique entre le x^e et le xiii^e siècle (dynastie des Song 960-1279), il a dirigé la publication et rédigé l'introduction du dossier « Travail et savoirs techniques dans la Chine pré-moderne », *Revue de Synthèse*, 2010, 131/6^e série, n° 2 et n° 3, avec une contribution intitulée : « Le travail artisanal en Chine (x^e-xii^e siècles) — Entre curiosité lettrée et expertise bureaucratique », n° 2, p. 1-26, 2010. Il a également dirigé la publication du volume *Zhongguo jin xiandai hangye wenhua yanjiu ji yi he zhuan ye zhishi de chuan cheng yu gongneng* 中国近现代行业文化研究——技艺和专业知识的传承与功能 [Professional cultures and the transmission of specialized knowledge], Pékin, Guojia tushuguan chubanshe [Presses de la Bibliothèque nationale], 2010, avec une contribution (en collaboration avec Dong Xiaoping), « Étude de cas sur l'entreprise Chengwenhou de Pékin : matériaux, méthodes et premiers résultats pour une histoire commerciale de Pékin » (en chinois), p. 320-350. URL: <http://cecmc.ehess.fr/document.php?id=356>